

SOMMAIRE

1. 1. ÉVOLUTIONS NATIONALES	3
Tendances globales	3
Tendances par statut juridique	4
Tendances sectorielles	6
2. 2. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES	9
Attractivité et dynamique régionale	9
Attractivité et dynamique départementale	11
3. 3. ÉVOLUTIONS TERRITORIALES SPÉCIFIQUES	13
Attractivité par zone spécifique	13
Attractivité des Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	14
Attractivité des métropoles	15
Attractivité des communes classées Action cœur de ville (ACV)	16
Attractivité des Petites villes de demain (PVD)	17
Attractivité des Territoires d'industrie (TI)	18
Attractivité des Zones France ruralités revitalisation (ZFRR)	19
Attractivité des zones rurales	20
Attractivité des zones de montagne	21
4. ANNEXES	22
Annexe 1 – Top 20 des activités en nombre, en croissance et en décroissance du nombre de créations d'entreprises	22
Annexe 2 – Création d'entreprise par région et département	24
Annexe 3 – Création d'entreprise dans les territoires « aidés » par région et département	26
Méthodologie	28

SYNTHÈSE 2025

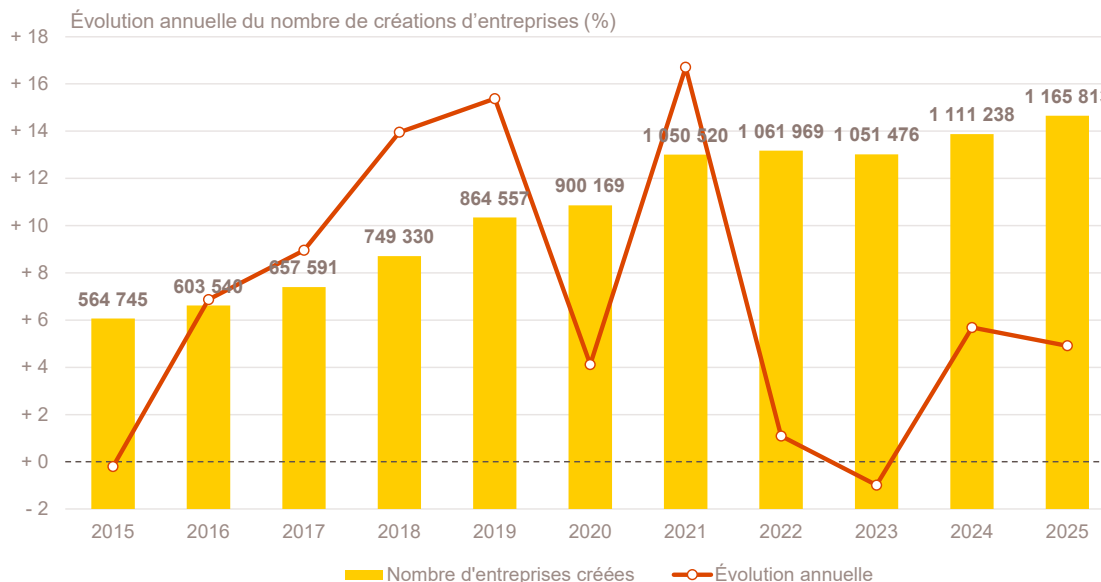
- Pour la cinquième année consécutive, le nombre de créations d'entreprises en France dépasse le million en 2025, pour atteindre un nouveau record avec 1 165 813 nouvelles immatriculations.
- La dynamique entrepreneuriale poursuit sur sa lancée (+ 5 % en 2025 par rapport à 2024, après + 6 % en 2024) et reste proche de son rythme de longue période.
- Les micro-entrepreneurs sont toujours au cœur de la dynamique entrepreneuriale : ils comptent pour près de 2 entreprises créées sur 3, et portent la croissance (+ 6 % par rapport à 2024) de concert avec les sociétés (+ 6 %). Ces dernières représentent toujours le quart des nouvelles immatriculations de l'année.
- Le commerce de bouche et de détail ainsi que les activités de soutien aux entreprises sont les deux secteurs où le nombre de créations d'entreprises progresse le plus en un an. Si le recul dans les activités financières et d'assurance est lié à la reclassification de certains codes d'activité principale exercée (APE), la construction et les services en direction des personnes sont moins attractifs. La dynamique entrepreneuriale industrielle est étale en 2025, avec une baisse de la création d'entreprise dans les activités de production d'électricité (3 créations sur 10 dans l'industrie), vraisemblablement en raison d'une réduction des aides à la rénovation énergétique et du tarif de rachat des surplus énergétiques aux particuliers.
- La création d'entreprise en 2025 accélère par rapport à la tendance de long terme dans la restauration, portée par les activités de restauration rapide, dans le commerce de bouche portée par la pâtisserie, et dans le commerce de détail, portée cette année, comme depuis 2023, par les activités de vente à distance et de vente à domicile.
- L'élan entrepreneurial est en hausse dans toutes les régions de France. Particularités sectorielles : la création d'entreprise dans les activités de soutien aux entreprises et les activités scientifiques et techniques progresse dans toutes les régions de France. En métropole, ce sont les secteurs de l'immobilier et de l'information-communication qui augmentent dans chacune des 13 régions.
- Cette dynamique entrepreneuriale touche presque tous les départements (87 sur 101). Les évolutions sont particulièrement fortes en Outre-mer, et restent supérieures à + 10 % à Paris, sur le Territoire de Belfort et en Haute-Saône. Seuls la Seine-Saint-Denis, la Sarthe et le Bas-Rhin affichent un recul des créations d'entreprises en 2025.
- Les zones urbaines sont toujours très prisées par les porteurs de projet : elles attirent 7 nouvelles immatriculations sur 10, une part en croissance de + 6 % par rapport à 2024. Les zones de montagne sont aussi particulièrement dynamiques (+ 6 %) alors que, dans le rural, l'évolution est plus modérée (+ 2 %). Toutefois, chacun de ces territoires attire respectivement 1 entreprise créée en 2025 sur 7.
- Plus de 729 000 entreprises ont été créées dans les territoires « aidés » (ZFRR, AFR, ACV, PVD ou TI). Ces territoires recensent 7/10^e de la population française et concentrent 6/10^e des nouvelles immatriculations en 2025. La dynamique y est partout en hausse en 2025 : entre + 4 % dans les ZFRR et + 6 % dans les AFR.

1. ÉVOLUTIONS NATIONALES

Tendances globales

En 2025, le nombre de créations d'entreprises en France dépasse le million pour la cinquième année consécutive ! Avec un total de 1 165 813 nouvelles immatriculations, la dynamique entrepreneuriale française continue de croître (+ 5 % par rapport à 2024), atteignant ainsi un nouveau record historique. L'année 2025 confirme la reprise de 2024 après trois années de relative stabilité du nombre de créations d'entreprises qui semblait alors avoir atteint un plateau haut.

Création d'entreprise en France sur les dix dernières années

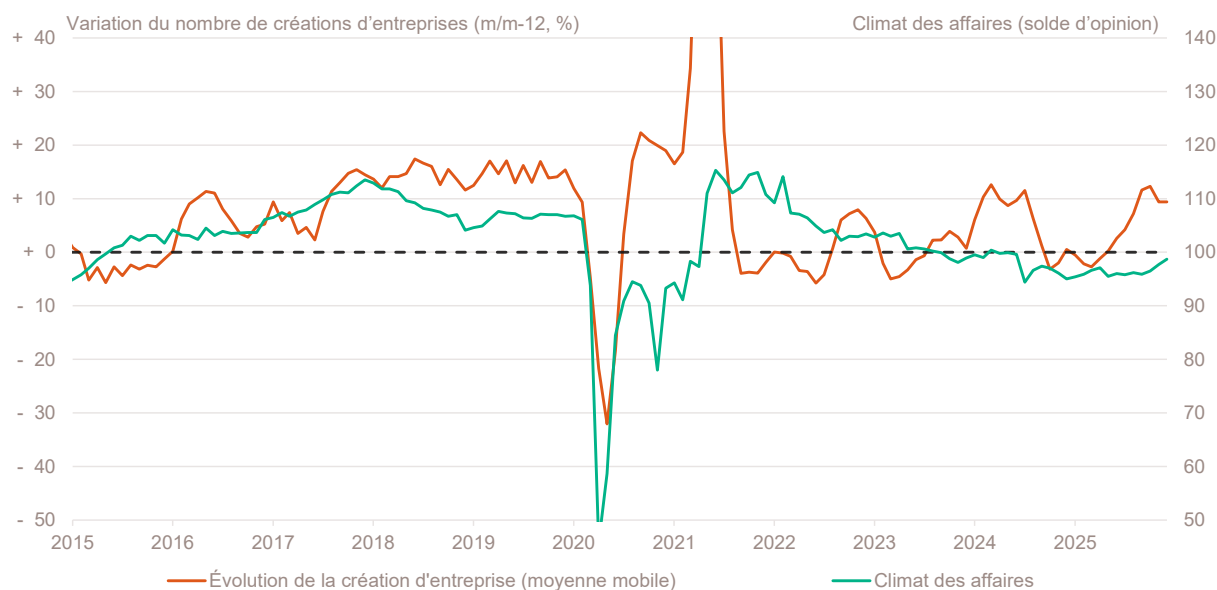


Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Malgré un climat des affaires détérioré depuis l'été 2023 – solde d'opinion inférieur à 100 – la dynamique entrepreneuriale s'est maintenue à un niveau élevé. Elle a connu une accélération au second semestre 2025 et en particulier en fin d'année, vraisemblablement en lien avec la réforme de l'Aide à la création ou à la reprise d'une entreprise (ACRE qui restreint le périmètre d'éligibilité et diminue le taux d'exonération de cotisations sociales sur certains revenus à compter du 1^{er} janvier 2026.

Dynamique entrepreneuriale et climat des affaires en France sur les dix dernières années



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, enquêtes de conjoncture auprès des entreprises). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances par statut juridique

En 2025, près des 2/3 des entreprises créées sont des micro-entrepreneurs, une part en hausse sur les dix dernières années. Grâce à une dynamique positive (+ 6 % en 2025 par rapport à 2024) et élevée dans le temps (+ 7 % de croissance par an en moyenne de 2012 à 2024), les micro-entrepreneurs continuent de jouer un rôle central dans la dynamique entrepreneuriale, soutenus par un environnement réglementaire toujours favorable et les évolutions dans les modes de travail (uberisation, économie collaborative, freelance, revenu alimentaire ou de complément...) et de consommation ou d'achat (essor des activités de vente à distance, des services de nettoyage ou de livraison à domicile, des services à la personne...) des Français.

Création d'entreprise en France par statut juridique, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2024 %	Contribution Point de %
Entreprises individuelles	864 473	74,2	+ 4,6	+ 6,2	+ 3,4
Micro-entrepreneurs	758 554	65,1	+ 5,9	+ 7,4	+ 3,8
Entreprises individuelles classiques	105 919	9,1	- 4,1	+ 0,8	- 0,4
Sociétés	301 340	25,8	+ 5,9	+ 4,7	+ 1,5
SARL & EURL	69 246	5,9	+ 0,4	- 4,4	+ 0,0
SAS & SASU	207 835	17,8	+ 8,1	+ 16,4	+ 1,4
SCI	727	0,1	- 22,1	+ 0,9	- 0,0
Autres ^a	23 532	2,0	+ 5,5	+ 4,3	+ 0,1
Total France entière	1 165 813	100,0	+ 4,9	+ 5,8	+ 4,9

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

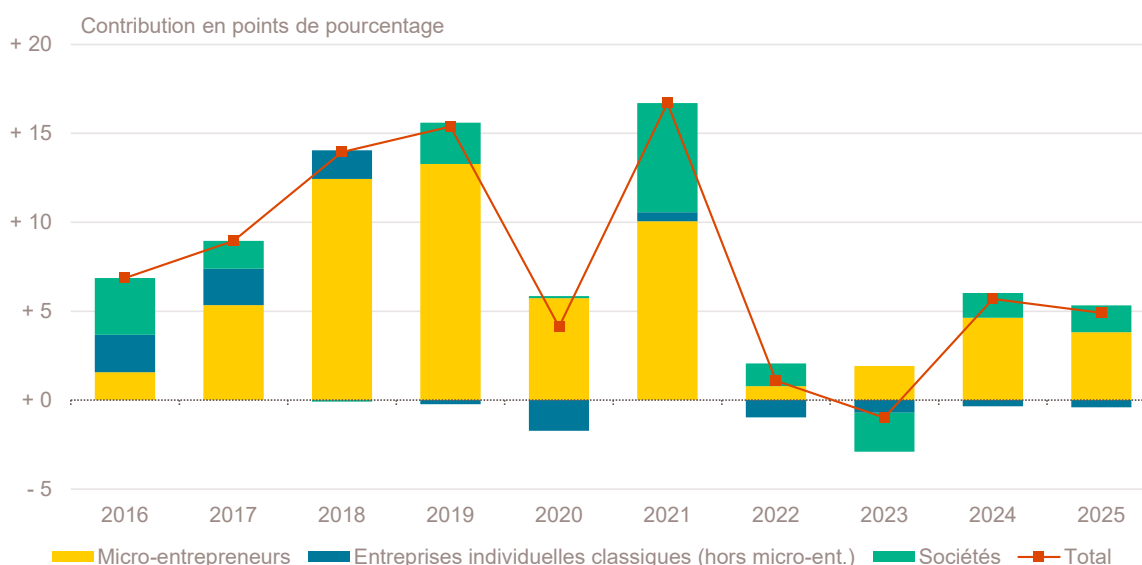
Lecture : en 2025, 69 246 SARL & EURL ont été créées en France (soit 5,9 % du total des créations de l'année), un nombre en augmentation de + 0,4 % par rapport à 2024 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de - 4,4 % entre 2012 et 2024. Compte tenu de son poids dans l'évolution globale, la contribution des SARL & EURL à l'évolution du nombre de créations d'entreprises en France est de + 0,0 point de pourcentage.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création de **SAS & SASU continue de progresser en 2025** (+ 8 % par rapport à 2024) tandis que celle des SARL & EURL se stabilise. Les sociétés représentent ainsi le **quart des créations d'entreprises, une part stable dans le temps**. Avec les micro-entrepreneurs, elles expliquent la quasi-totalité de la dynamique entrepreneuriale en France, en 2025 comme en 2024. **La création d'entreprises individuelles classiques baisse régulièrement depuis 2022**.

Évolution de la création d'entreprise en France et contribution par statut juridique



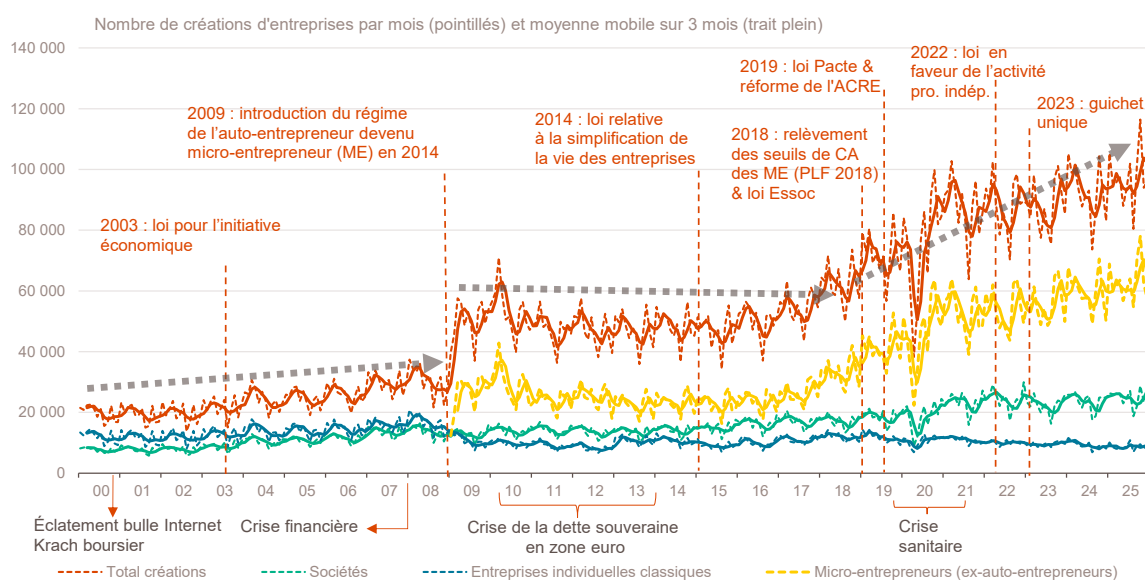
Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolutions juridiques et réglementaires en 2025

En 2025, de nouvelles mesures ont pu impacter les décisions des porteurs de projet et des chefs d'entreprise :

- suspension de la réforme des plafonds de **franchise en base de TVA** ;
- relèvement du plafond du **micro-crédit professionnel** destiné aux porteurs de projets qui n'ont pas accès au système financier classique ;
- relèvement des **plafonds d'exonération de CFE dans les zones urbaines en difficulté** : les entreprises situées dans ces zones bénéficient d'exonérations temporaires de cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- hausse des **cotisations sociales** pour certains micro-entrepreneurs ;
- intégration d'anciennes communes classées en ZRR dans le **zonage « France ruralités revitalisation (ZFRR et ZFRR+)** ;
- prolongation du **crédit d'impôt innovation (CII)** jusqu'au 31 décembre 2027, avec abaissement du taux à 20 %.



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Pour en savoir plus : GOUVERNEMENT. « [Entreprises : ce qui change au 1^{er} janvier 2025](#) », article du 26/12/2024.

Tendances sectorielles

En 2025, les activités scientifiques et techniques, les activités de soutien aux entreprises et le commerce de détail arrivent en tête des créations d'entreprises : avec plus de 415 000 entreprises créées, ces trois secteurs concentrent plus d'un tiers des immatriculations de l'année. **Ce sont ces mêmes activités qui ont la plus grande contribution à la dynamique entrepreneuriale** (+ 3 points de pourcentage).

Le commerce de bouche, le commerce de détail et les activités de soutien aux entreprises affichent les plus fortes évolutions du nombre de créations d'entreprises par rapport à 2024.

Le recul dans les activités financières et d'assurance et la progression dans les activités scientifiques et techniques sont partiellement liées à un effet de vase communicant : l'amélioration des règles de classification des codes d'activité principale exercée (APE) a fait basculer des entreprises classées dans les activités de sociétés holding ou de gestion de fonds, rattachées au secteur financier, dans les activités des sièges sociaux, rattachées au secteur des activités scientifiques et techniques.

Création d'entreprise en France par secteur d'activité, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2024 %	Contribution Point de %	Taux de renouvellement ‰
Activités secondaires	152 934	58,5	-2,2	+ 2,9	- 0,3	160
Industrie	67 304	58,5	- 0,1	+ 8,3	- 0,0	215
Construction	85 630	58,5	- 3,8	+ 0,4	- 0,3	133
Activités de type commerce	310 110	65,4	+ 6,7	+ 3,8	+ 1,8	204
Commerce de détail	116 309	63,3	+ 12,7	+ 2,4	+ 1,2	239
Commerce de gros	22 517	45,8	+ 3,9	- 0,3	+ 0,1	126
Commerce de bouche ^a	3 835	51,6	+ 15,3	+ 4,1	+ 0,0	94
Commerce et réparation automobiles	33 790	65,9	+ 10,7	+ 5,8	+ 0,3	275
Hébergement	9 308	37,7	+ 0,1	+ 9,1	+ 0,0	153
Restauration	38 037	45,8	+ 8,4	+ 3,6	+ 0,3	153
Services en direction des personnes	86 314	85,3	- 1,5	+ 6,4	- 0,1	227
Activités de type services	702 769	66,4	+ 5,8	+ 7,8	+ 3,5	220
Immobilier	39 603	44,4	+ 8,6	+ 6,8	+ 0,3	126
Transports et entreposage	112 802	87,4	+ 5,7	+ 21,6	+ 0,5	552
Activités scientifiques et techniques	170 242	59,3	+ 6,2	+ 6,0	+ 0,9	218
Activités de soutien aux entreprises	129 076	76,6	+ 11,7	+ 10,1	+ 1,2	357
Information et communication	74 999	71,0	+ 8,2	+ 7,9	+ 0,5	324
Enseignement	54 003	86,1	+ 6,2	+ 5,7	+ 0,3	223
Arts, spectacles et activités récréatives	38 820	68,0	+ 3,8	+ 3,6	+ 0,1	203
Santé humaine et action sociale ^b	53 352	37,2	+ 0,8	+ 3,5	+ 0,0	90
Activités financières et d'assurance	29 872	14,6	- 13,9	+ 7,4	- 0,4	108
Activités des sociétés holding	4 036	—	- 46,4	- 0,0	- 0,3	31
Total France entière	1 165 813	65,1	+ 4,9	+ 5,8	+ 4,9	206

a. Ce secteur, composé par l'Observatoire, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2025, 67 304 entreprises ont vu le jour dans l'industrie (dont 58,5 % de micro-entrepreneurs), en baisse de - 0,1 % par rapport à 2024, contre un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 8,3 % entre 2012 et 2024. Compte tenu de son poids dans l'évolution globale, la contribution de l'industrie à l'évolution du nombre de créations d'entreprises en France en 2025 est de - 0,0 point de pourcentage. Le taux de renouvellement des entreprises en 2025 est de 215 créations pour 1 000 entreprises économiquement actives en 2023.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

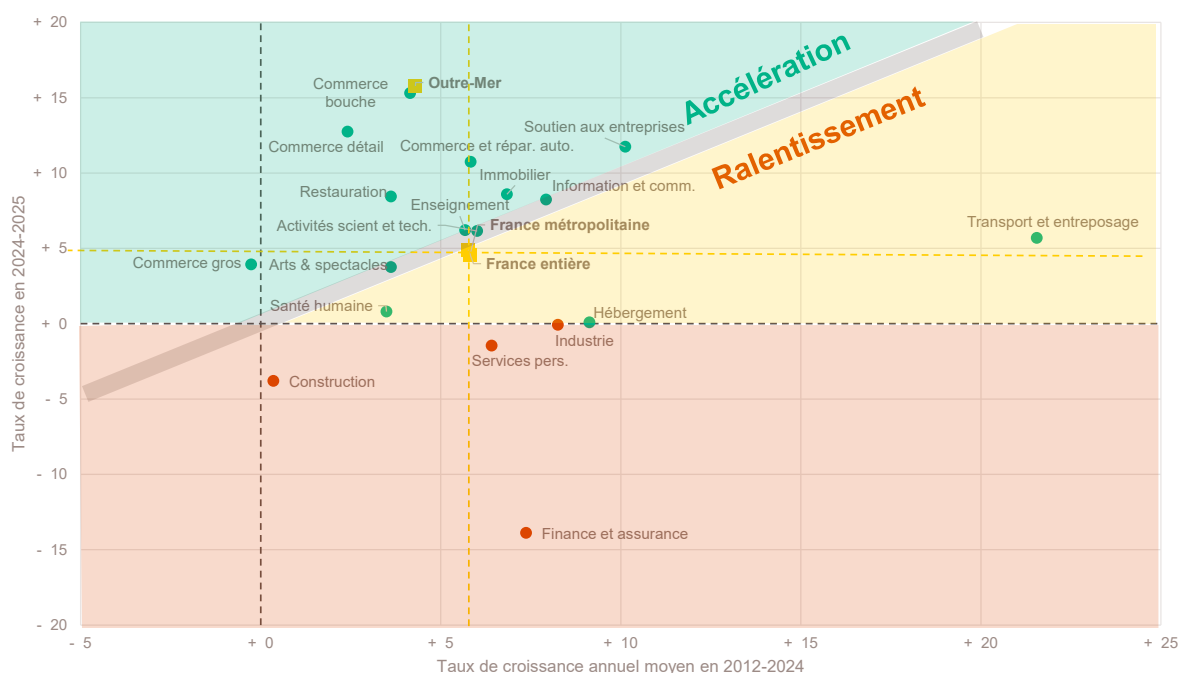
La dynamique entrepreneuriale industrielle est étale en 2025, malgré une baisse de la création d'entreprise dans la production d'électricité (qui représente 3/10^e des créations dans l'industrie) vraisemblablement en raison d'une réduction des aides à la rénovation énergétique et du tarif de rachat de l'électricité aux particuliers. *A contrario*, d'autres activités industrielles, comme la fabrication d'autres articles à mailles figurent parmi les plus fortes croissances par rapport à 2024.

Dans la construction (- 4 %), la dynamique entrepreneuriale a vraisemblablement pâti d'un climat des affaires en berne tout au long de l'année mais également d'une baisse des mises en chantier sur les deux dernières années : 40 et 42 millions de m² en surface de plancher de locaux non résidentiels et de logements commencés respectivement en 2024 et en 2025 contre 59 millions en 2022. Si le climat des affaires est resté dégradé dans l'ensemble des secteurs courant 2025, il s'est amélioré en fin d'année dans l'industrie et le commerce de détail, ce qui n'a pas été le cas dans le

bâtiment. De plus, le faible taux de renouvellement du secteur indique un marché avec relativement peu d'entrants par rapport aux acteurs déjà présents, vraisemblablement en raison des barrières à l'entrée (réglementation, investissements nécessaires) et une moindre possibilité de « démarrer petit », à l'inverse d'autres secteurs comme le commerce de détail ou les services. Par conséquent, 7 activités de construction figurent parmi les plus fortes décroissances en 2025 : la construction d'autres bâtiments, les autres travaux de finition, les travaux de plâtrerie, la promotion immobilière de logements, les travaux d'installation électrique dans tous locaux et les autres travaux spécialisés de construction. A l'opposé, **la dynamique entrepreneuriale dans l'immobilier reste positive (+ 9 %)** et **en accélération** par rapport aux douze dernières années (+ 7 % par an en moyenne), notamment les agences immobilières (+ 6 %) ou les activités d'administration d'immeubles et d'autres biens immobiliers (+ 85 %)¹.

L'essoufflement entrepreneurial dans les services en direction des personnes (- 1 %) est notamment lié à une faible dynamique dans les activités d'autres services personnels non classées ailleurs (blanchisserie-teinturerie, coiffure et soins de beauté, services funéraires et activités connexes...) : avec plus de 43 000 créations d'entreprises, ces activités constituent la moitié des créations du secteur des services en direction des personnes. Ce nombre est en baisse par rapport à 2024 (- 7 %).

Évolution à court et long termes de la création d'entreprise par secteur d'activité



Lecture : le nombre de créations d'entreprises dans le commerce de détail augmente de + 12,7 % en 2025 par rapport à 2024, alors que ce nombre était en hausse sur les dix dernières années de + 2,4 % par an en moyenne. Le commerce de détail est donc un secteur dont la dynamique entrepreneuriale est en hausse et en accélération par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2024 et 2025 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2012-2024 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) en 2025 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

À l'inverse, la restauration (portée par les activités de restauration rapide), le commerce de bouche (porté par la pâtisserie) et le commerce de détail (porté cette année, comme depuis 2023, par les activités de vente à distance et de vente à domicile) ont été très attractifs en 2025 : le nombre de créations d'entreprise y est en hausse et en accélération par rapport à la tendance de long terme. En 2025, la parfumerie et les produits de beauté en magasin spécialisé ainsi que les équipements automobiles tirent également la dynamique dans l'ensemble du commerce de détail.

¹ Voir Annexe 1 pour le détail par code APE (activité principale exercée)

La dynamique entrepreneuriale dans le secteur du soutien aux entreprises – également en hausse et en accélération – émane essentiellement des activités de nettoyage courant des bâtiments (plus de 53 000 entreprises créées, + 18 % par rapport à 2024) et des services administratifs combinés de bureau (plus de 16 000 entreprises créées, + 19 % par rapport à 2024), tous les deux en hausse, et constituant la moitié de la création d'entreprise du secteur. Concernant la situation dans le segment des activités de nettoyage courant des bâtiments, elle est cohérente avec une demande élevée, depuis la crise sanitaire, pour des prestations de nettoyage de bureaux (développement du *facility management*), mais aussi pour des activités d'exécution de petits travaux de bricolage ou de jardinage (« Hommes toutes mains ») fortement sollicitées en vue d'aménager les lieux de vie avec le télétravail ou pour maintenir à domicile les personnes âgées, en situation de handicap ou avec des difficultés de mobilité.

Si la création d'entreprise continue de croître dans le secteur des transports et entreposage (+ 6 %), cette évolution reste inférieure à sa moyenne de long terme (+ 22 %). Ce ralentissement s'explique par une saturation du marché comme en témoigne le taux de renouvellement particulièrement élevé des entreprises du secteur (552 créations pour 1 000 entreprises existantes, le taux moyen étant de 206) ; mais aussi par des activités de livraison à domicile nettement moins porteuses qu'auparavant : près de 78 000 entreprises créées en 2025, soit « seulement » + 8 % en un an comparé aux + 51 % par an en moyenne entre 2012 et 2024.

Les secteurs de la santé et de l'hébergement sont également en hausse mais à un niveau inférieur par rapport à leur tendance de long terme.

2. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

Attractivité et dynamique régionale

En 2025, toutes les régions ont connu un niveau de création d'entreprise plus élevé qu'en 2024. La région Île-de-France concentre près du tiers des nouvelles immatriculations d'entreprises du pays et affiche l'évolution de long terme la plus élevée en région (+ 7,4 % par an en moyenne entre 2012 et 2024). En France métropolitaine, c'est aussi la région la plus dynamique par son taux de renouvellement et le nombre de créations d'entreprises par tête. **Boostée, cette année notamment, par le commerce de détail et le secteur de l'information-communication, la dynamique entrepreneuriale francilienne est la plus forte de la Métropole (+ 6,7 %).** L'année 2025 consolide la prépondérance francilienne, et plus globalement celle des zones urbaines (voir *infra*).

Dans le top 3 des régions, **l'Île-de-France est talonnée par la Normandie (+ 6,5 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 6,0 %), toutes les deux en accélération par rapport à leur tendance de long terme (+ 5,3 % et + 4,5 % respectivement).** Le secteur des activités de soutien aux entreprises est le plus gros contributeur dans ces deux régions, même si elles ont également bénéficié d'une dynamique positive dans le commerce de détail et les activités scientifiques et techniques.

Au global, **les créations d'entreprises dans les activités de soutien aux entreprises et les activités scientifiques et techniques ont progressé dans toutes les régions de France.** Elles sont, de surcroît, les plus gros contributeurs à la dynamique entrepreneuriale dans chaque région métropolitaine hormis en Pays de la Loire et en Nouvelle-Aquitaine (où le premier contributeur est le secteur des transports et entreposage), ainsi qu'en Île-de-France (portée par le commerce de détail). L'immobilier et l'information-communication sont également en hausse dans les 13 régions de la Métropole.

Création d'entreprise en France par région, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2024 %	Taux de renouvellement ‰	Création d'entreprise pour 10 000 habitants
Île-de-France	333 458	62,4	+ 6,7	+ 7,4	261	265
Centre-Val de Loire	32 599	67,5	+ 4,4	+ 5,3	196	123
Bourgogne-Franche-Comté	35 089	66,8	+ 5,4	+ 5,0	184	123
Normandie	39 771	66,2	+ 6,5	+ 5,3	188	117
Hauts-de-France	71 785	67,6	+ 2,7	+ 5,7	208	118
Grand Est	68 154	67,3	+ 1,7	+ 5,2	189	120
Pays de la Loire	48 135	65,0	+ 2,0	+ 5,6	173	120
Bretagne	43 177	62,1	+ 3,7	+ 5,7	170	122
Nouvelle-Aquitaine	95 239	68,5	+ 3,4	+ 5,4	180	151
Occitanie	105 529	68,1	+ 3,0	+ 4,9	190	169
Auvergne-Rhône-Alpes	134 755	66,1	+ 3,6	+ 5,6	186	161
Provence-Alpes-Côte d'Azur	112 603	67,1	+ 6,0	+ 4,5	199	213
Corse	6 560	65,0	+ 0,6	+ 4,1	157	182
France métrop. hors Île-de-France	793 396	66,8	+ 3,7	+ 5,3	188	145
France métropolitaine	1 126 854	65,5	+ 4,6	+ 5,8	205	167
France d'outre-mer	38 959	52,0	+ 15,8	+ 4,3	240	176
Guadeloupe	9 147	55,3	+ 11,8	+ 4,2	257	235
Martinique	8 104	41,3	+ 10,8	+ 3,4	174	222
Guyane	3 966	54,0	+ 12,0	+ 3,8	332	134
La Réunion	15 441	56,7	+ 17,9	+ 5,1	239	172
Mayotte	2 301	41,0	+ 51,5	+ 4,5	605	85
France entière	1 165 813	65,1	+ 4,9	+ 5,8	206	168

Lecture : en 2025, 32 599 entreprises ont été créées en Centre-Val de Loire (dont 67,5 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 4,4 % par rapport à 2024 et un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 5,3 % entre 2012 et 2024. Le taux de renouvellement des entreprises est de 196 nouvelles entreprises en 2025 pour 1 000 entreprises existantes en 2023 dans la région, tandis que la création par habitant s'élève à 123 créations pour 10 000 habitants.

Note de lecture : voir l'Annexe 2 ou les *Fiches statistiques annuelles* pour le détail par région et département.

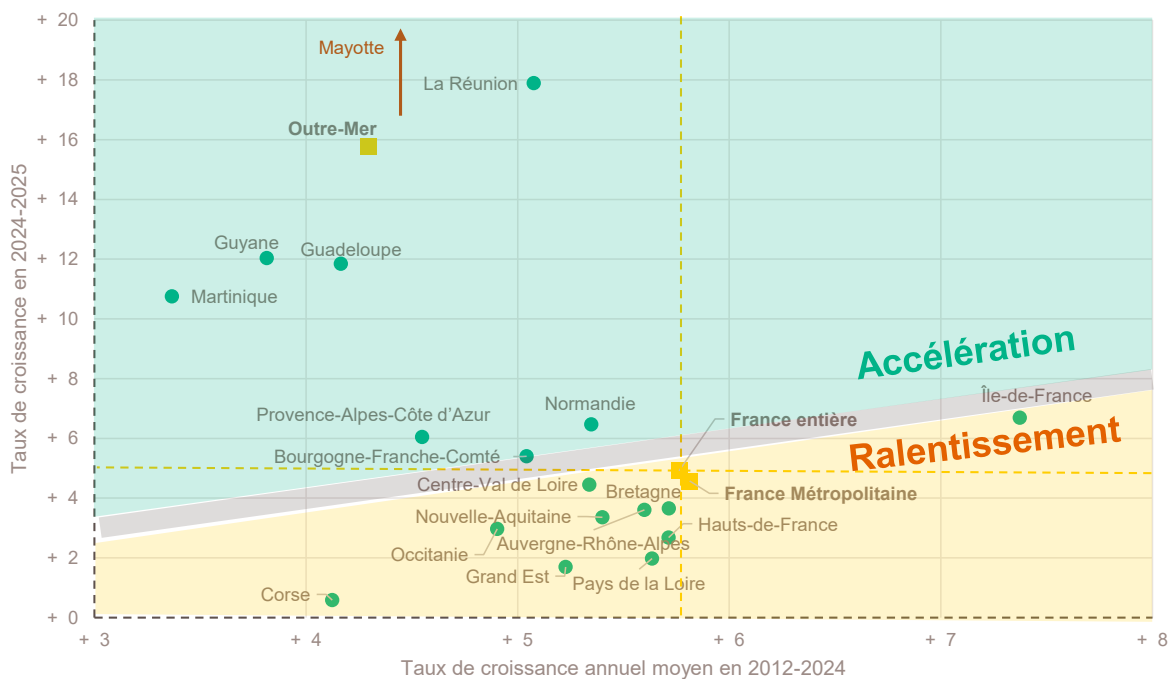
Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, RP). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Malgré une forte croissance annuelle (+ 6,7 %), la région Île-de-France montre tout de même une dynamique entrepreneuriale en ralentissement par rapport à son taux d'évolution annuel moyen de longue période (+ 7,4 % par an en moyenne). **C'est le cas de la plupart des régions métropolitaines (10 sur 13)**. Parmi elles, **la Corse affiche la plus faible évolution annuelle (+ 0,6 % par rapport à 2024**, contre une évolution annuelle moyenne de + 4,1 % entre 2021 et 2024), avec un nombre de créations d'entreprise qui faiblit dans plusieurs activités industrielles (production d'électricité, autres activités manufacturières, fabrication de biscuits...) ou commerciales (vente à distance ou commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés), mais également dans la construction (travaux de plâtrerie, travaux d'installation d'eau et de gaz, travaux de maçonnerie...). **La faible dynamique en Pays de la Loire (+ 2,0 % contre + 5,6 % par an en moyenne sur longue période) s'axe essentiellement autour de trois secteurs** : l'industrie (toujours avec un impact important des activités de production d'électricité), la construction (travaux de finition, travaux de plâtrerie, travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation...) et les activités financières (gestion de fonds & holdings, notamment avec la révision des codes APE par l'Insee). **Plus globalement, la faible dynamique entrepreneuriale au sein de ces trois secteurs explique le ralentissement dans toutes les régions métropolitaines en ralentissement hormis en Auvergne-Rhône-Alpes et au Centre-Val de Loire (où l'industrie maintient une dynamique positive).**

À l'inverse, les régions d'Outre-mer ainsi que Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Bourgogne-Franche-Comté ont bénéficié d'une dynamique entrepreneuriale 2025 en croissance et en accélération. En Bourgogne-Franche-Comté, les secteurs des transports et entreposage (avec les activités de poste et de courrier) et du soutien aux entreprises (notamment de nettoyage courant des bâtiments et des services administratifs combinés de bureau) ont majoritairement contribué à cette dynamique. **En Outre-mer**, où les évolutions annuelles sont supérieures à + 10 %, **le secteur du soutien aux entreprises a également été moteur de la croissance.** Mais ici, en plus des activités de nettoyage courant des bâtiments et des services administratifs combinés de bureau (également moteurs en métropole) viennent s'ajouter les activités de location et location-bail de machines, équipements et biens matériels qui ont fortement séduit les porteurs de projet ultra-marins.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par région



Note de lecture : Mayotte affiche cette année une évolution très en écart avec les autres régions pour être représentées sur cette matrice.

Lecture : la création d'entreprise en Normandie augmente de + 6,5 % en 2025 par rapport à 2024 après avoir progressé de + 5,3 % tous les ans en moyenne entre 2012 et 2024. En 2025, la Normandie témoigne donc d'une dynamique entrepreneuriale en hausse et en accélération par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2024 et 2025 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2012-2024 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (en accélération) en 2025 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

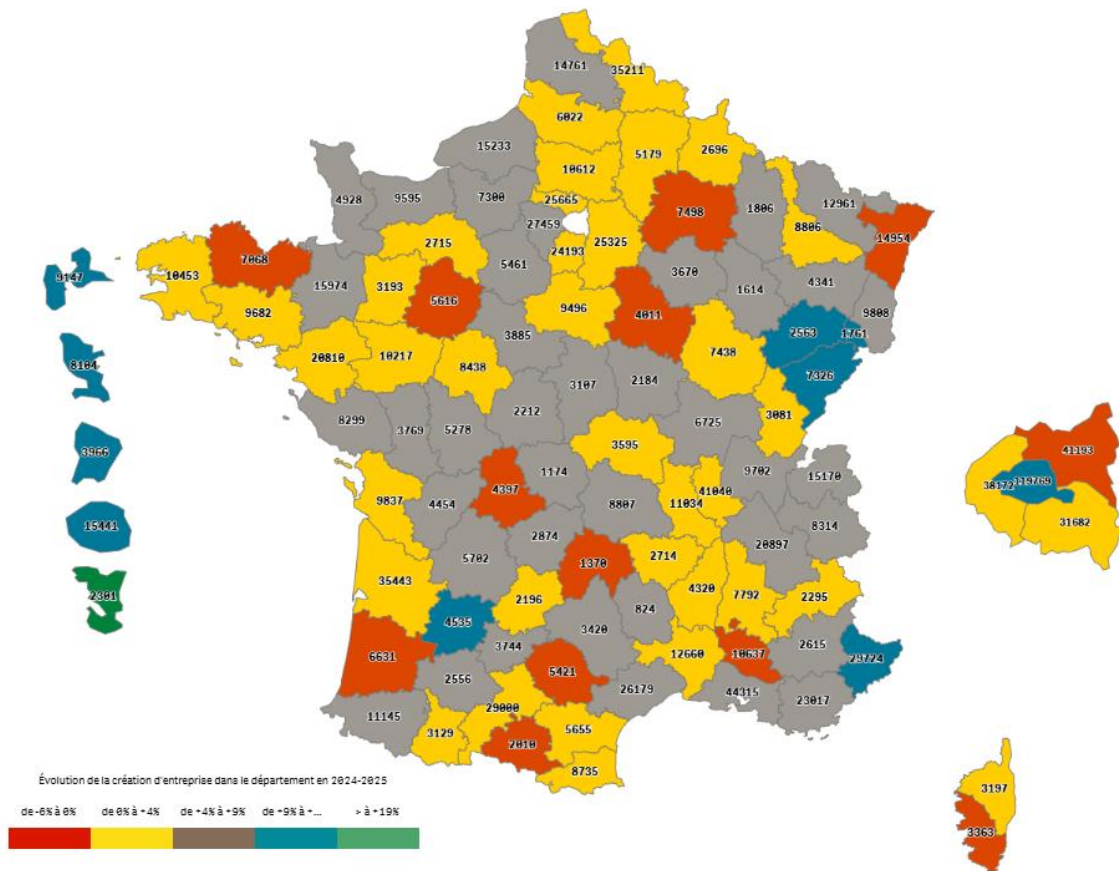
Attractivité et dynamique départementale

La dynamique entrepreneuriale de 2025 concerne presque tous les départements, avec un nombre de créations d'entreprises en hausse par rapport à 2024 dans 87 départements sur 101. Les évolutions sont particulièrement fortes en Outre-mer, mais elles restent également supérieures à + 10 % à Paris, dans le Territoire de Belfort et en Haute-Saône. À l'inverse, les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Sarthe et du Bas-Rhin affichent des évolutions négatives (entre - 5 % et - 6 %). Au global, la plupart des départements ont connu des évolutions comprises entre + 4 % et + 9 %.

Avec près de 285 000 unités légales créées au cours de 2025, 5 départements concentrent un quart des créations d'entreprises de l'année : Paris, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, le Rhône et les Hauts-de-Seine. La création d'entreprise cumulée de ces cinq départements est en hausse par rapport à 2024 (seule la Seine-Saint-Denis est en baisse [- 5 %]), tirant ainsi la dynamique positive de l'ensemble du territoire français.

Le taux de renouvellement des entreprises est de 181 créations en 2025 pour 1 000 entreprises économiquement actives en 2023 (dernières données disponibles) pour le département médian français ; la moitié des départements se situe au-dessus de cette médiane. Ce taux est particulièrement élevé dans les départements franciliens et d'Outre-mer (supérieur à 220 ‰) et des plus faibles en Lozère, dans le Cantal et les Hautes-Alpes (inférieur à 140 ‰). S'il existe un lien positif entre le taux de renouvellement des entreprises et la création par habitant, certains départements dérogent à cette règle. Paris affiche ainsi un taux de renouvellement relativement faible (247 ‰) par rapport au nombre d'entreprises créées par tête (565 créations pour 10 000 habitants) en raison d'un stock important d'entreprises implantées dans le département. À l'inverse, les départements densément peuplés comme la Seine-Saint-Denis et Mayotte affichent des taux de renouvellement très élevés (respectivement 343 ‰ et 605 ‰) par rapport au nombre de créations par tête (respectivement 241 et 85 pour 10 000 habitants).

Création d'entreprise par département en France, 2025



Lecture : 29 724 entreprises ont vu le jour dans les Alpes-Maritimes en 2025, un nombre en hausse de + 9 % par rapport à 2024.

Note de lecture : voir l'Annexe 2 ou les [Fiches statistiques annuelles](#) pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

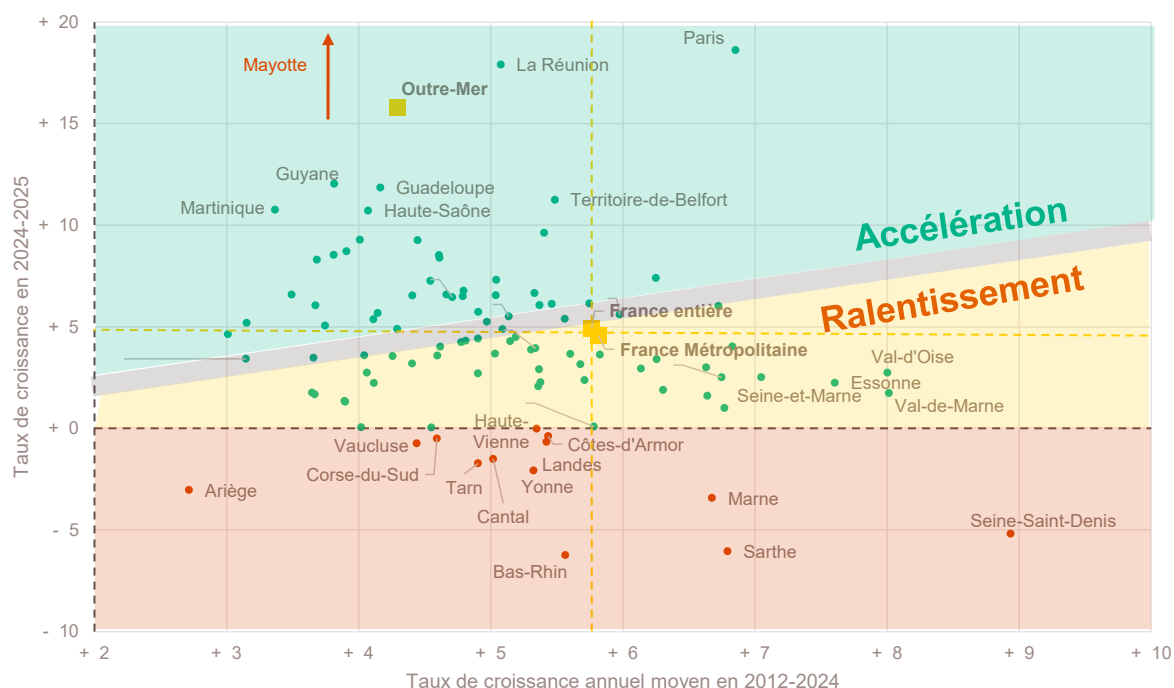
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Si la dynamique entrepreneuriale est positive au niveau des régions, ce n'est pas le cas pour tous les départements : 12 d'entre eux sont dans le rouge cette année (Côtes-d'Armor, Corse-du-Sud, Landes, Vaucluse, Cantal, Tarn, Yonne, Ariège, Marne, Seine-Saint-Denis, Sarthe et Bas-Rhin). La Marne, la Sarthe et la Seine-Saint-Denis sont par ailleurs des départements moteurs de la dynamique entrepreneuriale à long terme, avec des taux de croissance annuels moyens supérieurs à ce qu'a pu connaître l'ensemble du pays sur les 12 dernières années (+ 5,8 % par an).

Viennent ensuite les départements avec une dynamique positive mais en ralentissement par rapport à leur tendance de long terme : 42 départements sont concernés dont l'Essonne, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne, qui tirent la dynamique à long terme (avec des TCAM supérieurs à + 5,8 % par an) mais qui connaissent aujourd'hui des évolutions, bien que positives, inférieures aux + 4,9 % qu'a connu l'ensemble du pays.

Les départements d'Outre-mer ainsi que Paris, le Territoire de Belfort et la Haute-Saône figurent parmi les départements les plus dynamiques cette année du point de vue entrepreneurial. Ici, seuls deux départements sont moteurs à court terme (évolution annuelle supérieure à + 4,9 %) et long terme (TCAM supérieur à + 5,8 %) ; il s'agit de Paris et de la Seine-Maritime.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par département, 2025



Note de lecture : Mayotte affiche cette année une évolution très en écart avec les autres régions pour être représentée sur cette matrice.

Lecture : la création d'entreprise dans l'Aube croît de + 5,7 % en 2025 par rapport à 2024 alors qu'elle avait progressé sur les douze dernières années de + 4,9 % par an en moyenne. En 2025, le département témoigne donc d'une dynamique entrepreneuriale en hausse et en accélération par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2024 et 2025 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2012-2024 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les départements en ralentissement (en accélération) en 2025 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les départements par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

3. ÉVOLUTIONS TERRITORIALES SPÉCIFIQUES

Attractivité par zone spécifique

Territoires « aidés »

En 2025, plus de 729 000 entreprises ont été créées dans les territoires « aidés », que ce soient les Zones France ruralités revitalisation (ZFRR), les zones d'Aide à finalité régionale (AFR), les zones Action cœur de ville (ACV) ou Petites villes de demain (PVD), ou encore les Territoires d'industrie (TI).

Bien que ces territoires recensent 7/10^e de la population française, ils concentrent 6/10^e des entreprises créées en 2025. Le nombre de créations d'entreprises par tête dans ces territoires économiquement plus fragiles est ainsi moins élevé que dans le reste du pays : 151 créations pour 10 000 habitants contre 208 en moyenne en France. La part des créations d'entreprises sous le régime du micro-entrepreneur y est également plus élevée : 67 % en territoires « aidés » contre 63 % ailleurs.

Avec près de 628 000 immatriculations, les TI concentrent la majeure partie des créations d'entreprises en 2025 (9 sur 10), soit plus de la moitié des nouvelles immatriculations de l'année (54 %), un taux relativement proche de leur part dans la population française (6 personnes sur 10). Viennent ensuite les zones AFR qui représentent un tiers de la population et un peu plus d'un quart des créations d'entreprises en 2025. Parmi les territoires « aidés », la création d'entreprise pour 10 000 habitants est la plus élevée dans les communes classées ACV qui concernent surtout des zones urbaines. À l'inverse, les Zones France ruralités revitalisation (ZFRR) affichent le plus faible taux de création par habitants.

La dynamique entrepreneuriale est en hausse dans tous les territoires « aidés » en 2025 et très proche d'un zonage à l'autre : + 4 % dans les TI et les ZFRR et + 5 % dans les ACV, PVD et AFR. Ailleurs, la cadence est un peu plus élevée tant en 2025 (+ 6% par rapport à 2024 contre + 4 % en territoires « aidés ») que sur longue période (+ 6 % par an en moyenne de 2012 à 2024 contre + 5 %).

Territoires urbains/ruraux

L'analyse en termes de ruralité/urbanité révèle des disparités marquées en 2025. Les zones urbaines dominant largement en volume avec 849 000 entreprises créées (soit 7/10^e du total), portées par un dynamisme solide en 2025 (+ 6 % par rapport à 2024) mais aussi sur longue période (+ 6 % par an en moyenne sur la période 2012-2024). Cependant, ce sont les zones de montagne (massifs) qui affichent la plus forte densité entrepreneuriale avec 227 créations pour 10 000 habitants, en raison d'une faible concentration de population (1/10^e de la population y habite). Les zones rurales présentent, à l'inverse, le plus faible nombre de créations par tête (114 pour 10 000 habitants) et la progression annuelle la plus faible en 2025 (+ 2 %), sous-performant ainsi par rapport à la tendance de longue période (+ 5 % par an).

Création d'entreprise par type spécifique de territoire, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2024 %	Création d'entreprise pour 10 000 habitants
Zones France ruralités revitalisation (ZFRR)	157 085	64,0	+ 3,9	+ 4,2	117
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	319 290	66,0	+ 5,5	+ 5,2	143
Communes « Action cœur de ville (ACV) »	122 052	66,9	+ 5,0	+ 5,2	157
Petites villes de demain (PVD)	90 928	65,2	+ 5,3	+ 4,3	124
Territoires d'industrie (TI)	627 914	66,8	+ 4,4	+ 5,6	151
Total territoires « aidés »^a	729 073	66,6	+ 4,4	+ 5,5	151
Total territoires « non aidés »	436 722	62,6	+ 5,8	+ 6,2	208
Zones de montagne (massifs)	155 885	63,8	+ 5,8	+ 4,6	227
Zones rurales	172 503	64,7	+ 2,5	+ 4,7	114
Zones périurbaines	143 835	64,8	+ 4,2	+ 4,4	126
Zones urbaines	849 457	65,2	+ 5,5	+ 6,3	199
France entière	1 165 813	65,1	+ 4,9	+ 5,8	168

a. Ce total regroupe les communes concernées par au moins un des cinq dispositifs publics (ZFRR, AFR, ACV, PVD ou TI).

Lecture : en 2025, 157 085 entreprises ont vu le jour dans les Zones France ruralités revitalisation (ZFRR), dont 64 % de micro-entrepreneurs. La création totale en ZFRR est en hausse de + 3,9 % par rapport à 2024, pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de +4,2 % entre 2012 et 2024. La création par tête est de 117 entreprises pour 10 000 habitants.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitments Observatoire de la création d'entreprise.

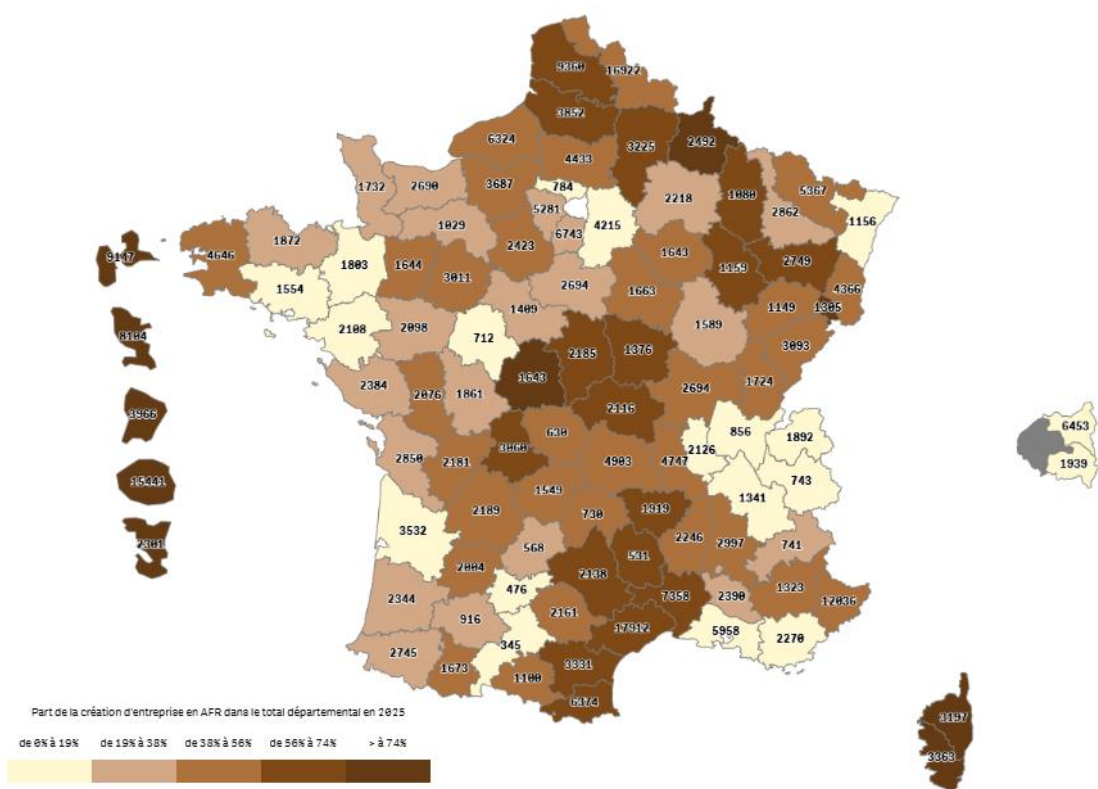
Attractivité des Zones d'aide à finalité régionale (AFR)

En 2025, 319 290 entreprises ont été créées dans les Zones d'aide à finalité régionale (AFR), représentant 27 % de la création d'entreprise en France. L'Hérault, le Nord, La Réunion et les Alpes-Maritimes concentrent à eux-seuls 1/5^e de ces créations d'entreprise.

Si les zones AFR représentent respectivement 68 %, 48 % et 40 % de la création départementale dans l'Hérault, le Nord et les Alpes-Maritimes, elles constituent l'intégralité de la création d'entreprise en Corse et dans les départements d'Outre-mer, ainsi que 92 % dans les Ardennes et 74 % dans l'Indre et sur le Territoire de Belfort. À titre de comparaison, la part médiane des zones AFR dans la création d'entreprise départementale est de 42 % : la moitié des départements présente une part inférieure et deux départements sont non éligibles à ce dispositif (Paris et Hauts-de-Seine).

L'évolution de la création d'entreprise dans les zones AFR est en hausse (+ 5,5 % entre 2024 et 2025), proche de la dynamique de long terme des AFR (+ 5,2 % par an en moyenne de 2012 à 2024). Cette hausse est notable dans 81 départements, notamment à Mayotte (+ 51 %), à La Réunion (+ 18 %) et dans le Doubs (+ 17 %). En revanche, 15 départements connaissent un recul de la création d'entreprise dans les AFR en 2025, en particulier la Seine-Saint-Denis (- 4 %), la Sarthe (- 4 %) et les Landes (- 3 %).

Création d'entreprise en zones d'Aide à finalité régionale (AFR), 2025



Lecture : dans le Puy-de-Dôme, 4 903 entreprises ont vu le jour dans les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) en 2025, représentant 56 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des métropoles

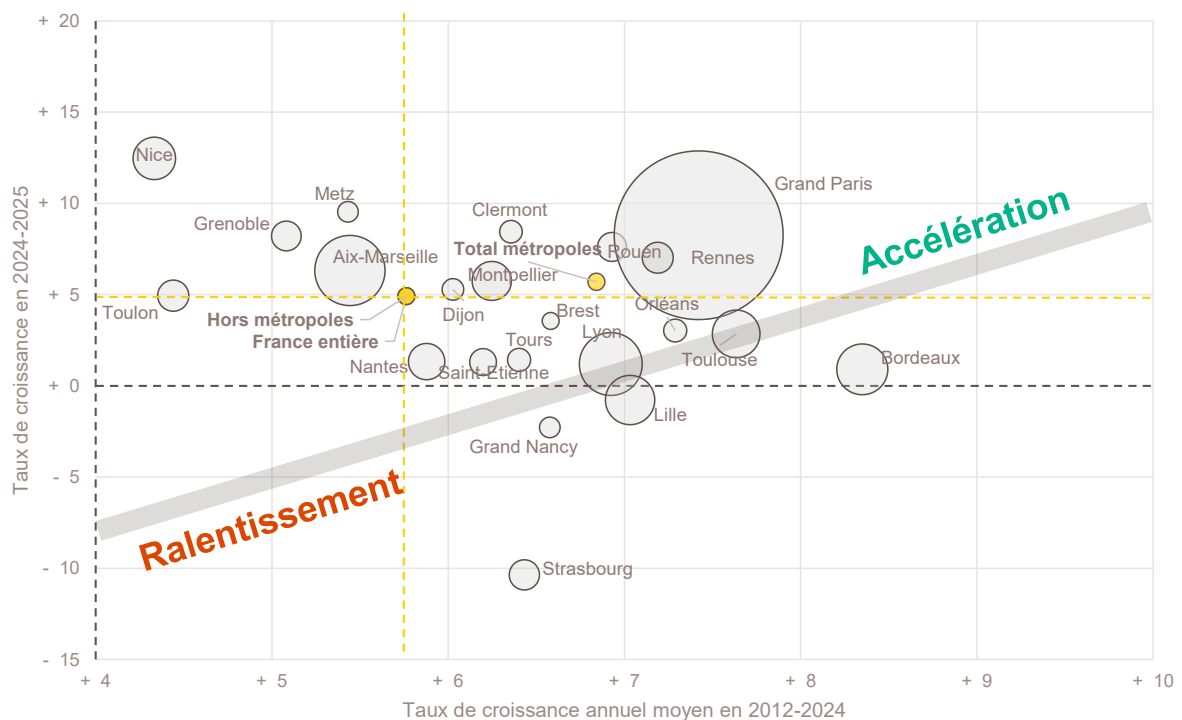
Les 22 métropoles françaises concentrent 42 % de la création d'entreprise en 2025, une part stable depuis 2021. Les trois principales – Grand Paris, Aix-Marseille et Lyon – concentrent à elles-seules plus du quart des nouvelles immatriculations de l'année.

Vraies locomotives de la dynamique entrepreneuriale française, la création d'entreprise dans l'ensemble des métropoles croît de + 6 % par rapport à 2024, un rythme légèrement inférieur au taux de croissance annuel moyen sur longue période (+ 7 % par an), mais qui reste supérieur à l'ensemble du territoire hors métropole (+ 5 % par rapport à 2024). La préférence des porteurs de projet pour les métropoles se maintient dans le temps, favorisant une attractivité urbaine toujours croissante.

Ainsi, la création d'entreprise en 2025 est en croissance dans toutes les métropoles hormis celles de Strasbourg, de Nancy et de Lille. Par ailleurs, la dynamique entrepreneuriale est en accélération dans toutes les métropoles hormis ces trois (en ralentissement) ainsi qu'à Bordeaux où l'évolution de la création d'entreprise en 2025 (+ 1 %) est inférieure à l'évolution moyenne qu'a connue la métropole sur les 12 dernières années (+ 8 % par an en moyenne).

La dynamique entrepreneuriale 2025 a été particulièrement forte à Nice (+ 12 %), Metz (+ 10 %), Grenoble (+ 8 %) et Aix-Marseille (+ 6 %). Il s'agit là de métropoles qui affichent des évolutions annuelles moyennes de longue période inférieures à celle de l'ensemble du pays (+ 6 % par an). À l'inverse, les métropoles de Paris, Rennes, Rouen, Clermont-Auvergne, Montpellier et Dijon surperforment en 2025 (évolutions annuelles supérieures à + 5 %) mais aussi sur longue période (évolutions annuelles moyennes supérieures à + 6 % entre 2012 et 2024).

Évolution à court et long termes de la création d'entreprise dans les métropoles, 2025



Lecture : dans la métropole de Clermont-Auvergne, 4 507 entreprises ont été créées en 2025, en hausse de + 8 % par rapport à 2024, contre une évolution annuelle moyenne de + 6 % entre 2012 et 2024.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2024 et 2025 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (entre 2012 et 2024 ; en abscisse). Le diamètre des cercles est proportionnel au nombre de créations d'entreprises en 2025, sauf pour les trois points jaunes qui représentent la France entière, le total des métropoles et le total hors métropoles. Les axes jaunes permettent de comparer l'évolution de la création d'entreprise dans les métropoles avec la moyenne nationale (toutes créations confondues, dans et hors métropoles). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les départements en ralentissement (en accélération) en 2025 par rapport à leur tendance de long terme.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

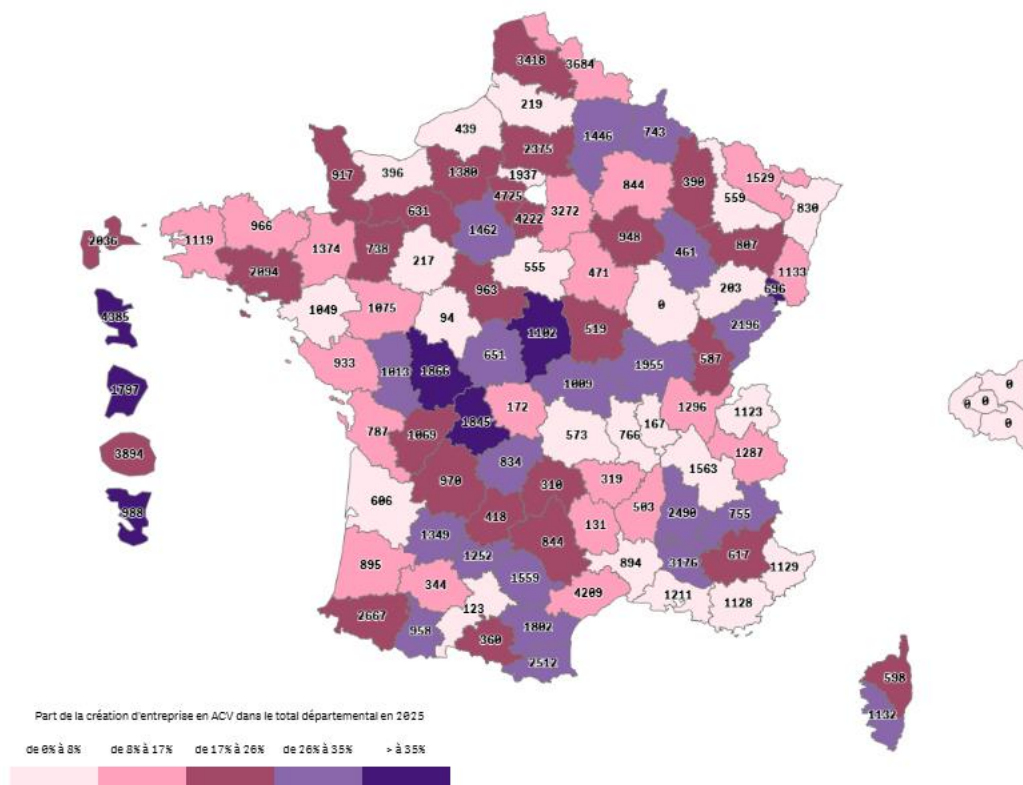
Attractivité des communes classées Action cœur de ville (ACV)

En 2025, 122 052 créations d'entreprises ont été recensées dans les communes bénéficiant du dispositif Action cœur de ville (ACV), soit 11 % des entreprises créées en France. Les Yvelines, la Martinique, l'Essonne, l'Hérault, La Réunion et le Nord concentrent 1/5^e de ces créations de l'année.

Si pour la moitié des départements, les communes classées ACV regroupent moins de 17 % de la création d'entreprise totale (part médiane), elles concentrent plus de 40 % des nouvelles immatriculations départementales pour quatre d'entre eux, à savoir la Martinique, la Guyane, Mayotte et la Haute-Vienne. À l'inverse, aucune création d'entreprise en ACV n'est recensée dans 5 départements : Paris et sa petite couronne ainsi que la Côte d'Or.

La création d'entreprise en commune ACV a augmenté de + 5 % en 2025 par rapport à 2024, maintenant le cap par rapport à sa tendance de long terme (+ 5 % par an) mais avec, là encore, des disparités. Ainsi, la croissance des créations d'entreprise en zone ACV est positive dans 70 départements, avec la Gironde (+ 42 %), Mayotte (+ 41 %) et l'Indre-et-Loire (+ 32 %) au cœur de cette dynamique. À l'inverse, l'entrepreneuriat dans les ACV est en baisse dans 23 départements, notamment en Haute-Saône (- 14 %) et en Haute-Garonne (- 12 %), mais aussi en Sarthe et en Lozère (respectivement - 8 % et - 7 %).

Création d'entreprise dans les communes classées Action cœur de ville (ACV), 2025



Lecture : dans le Morbihan, 2 094 entreprises ont vu le jour dans les communes bénéficiant du programme Action cœur de ville (ACV) en 2025, représentant 22 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des Petites villes de demain (PVD)

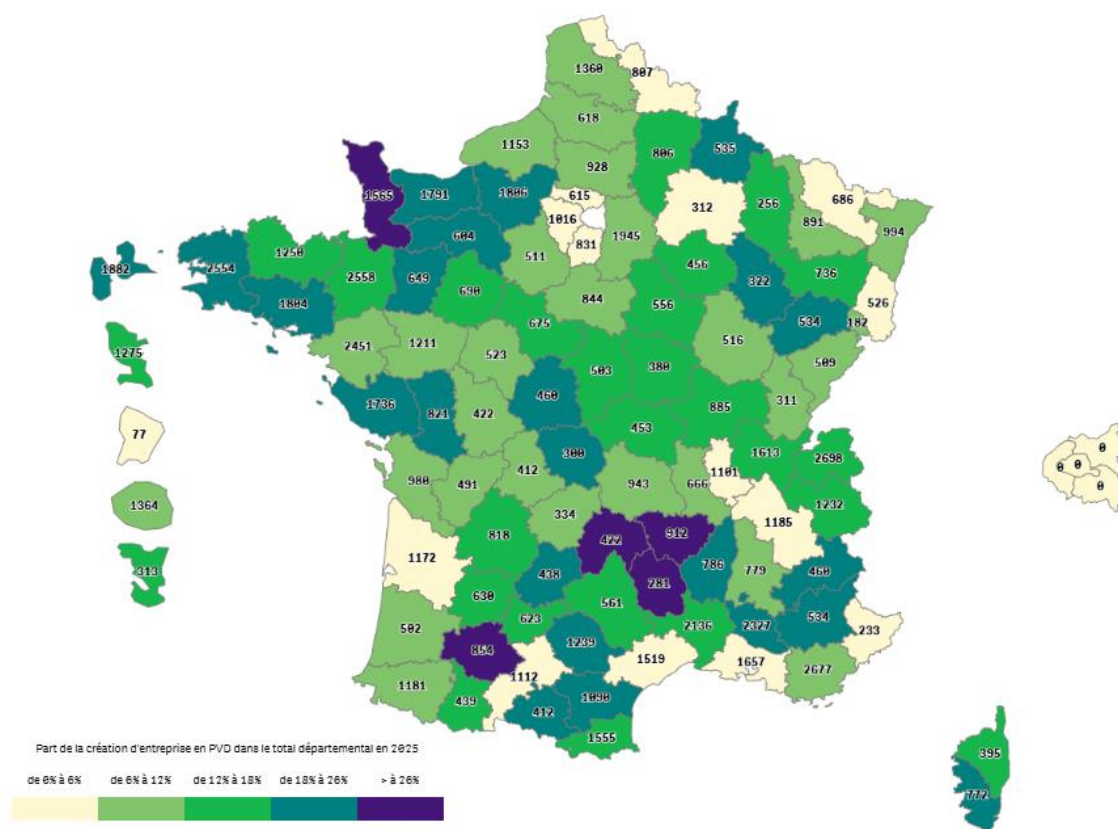
En 2025, 90 929 entreprises ont été créées dans les communes bénéficiant du dispositif Petites villes de demain (PVD), représentant ainsi 8 % de la création d'entreprise en France.

La Haute-Savoie, le Var, l'Ille-et-Vilaine, le Finistère, la Loire-Atlantique et le Vaucluse attirent chacun 3 % des nouvelles immatriculations de l'année dans les PVD en France, représentant ainsi au total 17 % de ces créations d'entreprises.

Les PVD représentent plus de 30 % de la dynamique entrepreneuriale annuelle dans cinq départements (la Lozère, la Haute-Loire, le Gers, la Manche et le Cantal), alors que pour la moitié des départements, elles représentent moins de 13 % des nouvelles immatriculations (part médiane). Tous les départements comptent des PVD à l'exception de Paris et de sa petite couronne.

La création d'entreprise dans les PVD augmente de + 5 % sur l'ensemble du territoire entre 2024 et 2025, soit une évolution un peu plus forte que sa dynamique de long terme (+ 4 % en moyenne par an entre 2012 et 2024). Elle est en croissance dans 79 départements et à un rythme très soutenu dans six d'entre eux : Mayotte (+ 72 %), Côte-d'Or (+ 25 %), Alpes-Maritimes (+ 19 %), Doubs (+ 19 %), Charente-Maritime (+ 17 %) et Guyane (+ 17 %). La création dans les PVD est tout de même en recul dans 18 départements, notamment dans la Sarthe (- 10 %), la Gironde, le Jura et le Cantal (- 8 % chacun).

Création d'entreprise dans les communes du programme Petites villes de demain (PVD), 2025



Lecture : en Vendée, 1 736 entreprises ont vu le jour en 2025 dans les communes bénéficiant du programme Petites villes de demain (PVD), représentant 21 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des Territoires d'industrie (TI)

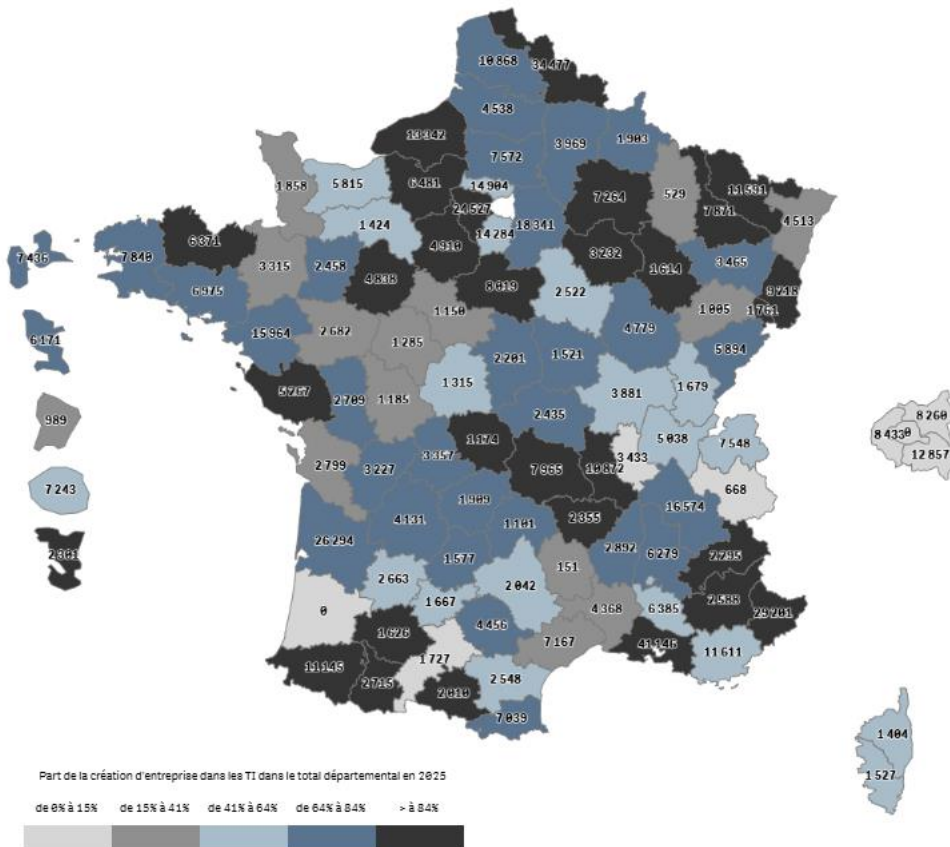
En 2025, 627 925 entreprises ont été créées dans les Territoires d'industrie (TI), soit 54 % de la création d'entreprise de l'année en France.

Les Bouches-du-Rhône représentent 7 % de la création totale d'entreprise en TI, suivies du Nord et des Alpes-Maritimes (5 %), tandis qu'en Gironde et dans les Yvelines, cette part s'élève à 4 %. Ainsi, avec plus de 155 000 nouvelles immatriculations, ces cinq départements représentent près d'un quart des créations d'entreprises dans les TI cette année.

Les TI constituent l'intégralité de la création d'entreprise dans les Pyrénées-Atlantiques, à Mayotte, dans les Hautes-Alpes, l'Ariège, le Territoire de Belfort, la Haute-Marne et la Creuse, et plus de 80 % de la création d'entreprise dans 26 autres départements. La part médiane des TI dans la création départementale s'élève à 71 %, avec une moitié de départements présentant une part inférieure à ce taux et deux départements ne bénéficiant pas du dispositif (Paris et les Landes). En Métropole, les TI représentent une part élevée de la création d'entreprise dans les départements proches de grands massifs montagneux (Alpes, Pyrénées, Massif central), mais aussi autour du bassin de la Seine et de la Loire.

L'évolution de la création d'entreprise dans les TI est en hausse dans presque tout le pays : + 4 % entre 2025 et 2024, soit légèrement en-dessous de sa tendance de long terme (+ 6 % en moyenne par an entre 2012 et 2024). Cette évolution est positive dans 85 départements, notamment à Mayotte (+ 51 %), à La Réunion (+ 29 %), en Meuse (+ 27 %) et en Haute-Saône (+ 17 %). À l'inverse, 13 départements connaissent un recul de la création d'entreprise en TI, en particulier la Seine-Saint-Denis (- 6 %), la Sarthe (- 5 %) et l'Yonne (- 4 %).

Création d'entreprise dans les Territoires d'industrie (TI), 2025



Lecture : dans l'Hérault en 2025, 7 167 établissements ont été créés dans les Territoires d'industrie (TI) en 2025, soit 27 % de la création d'établissement du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

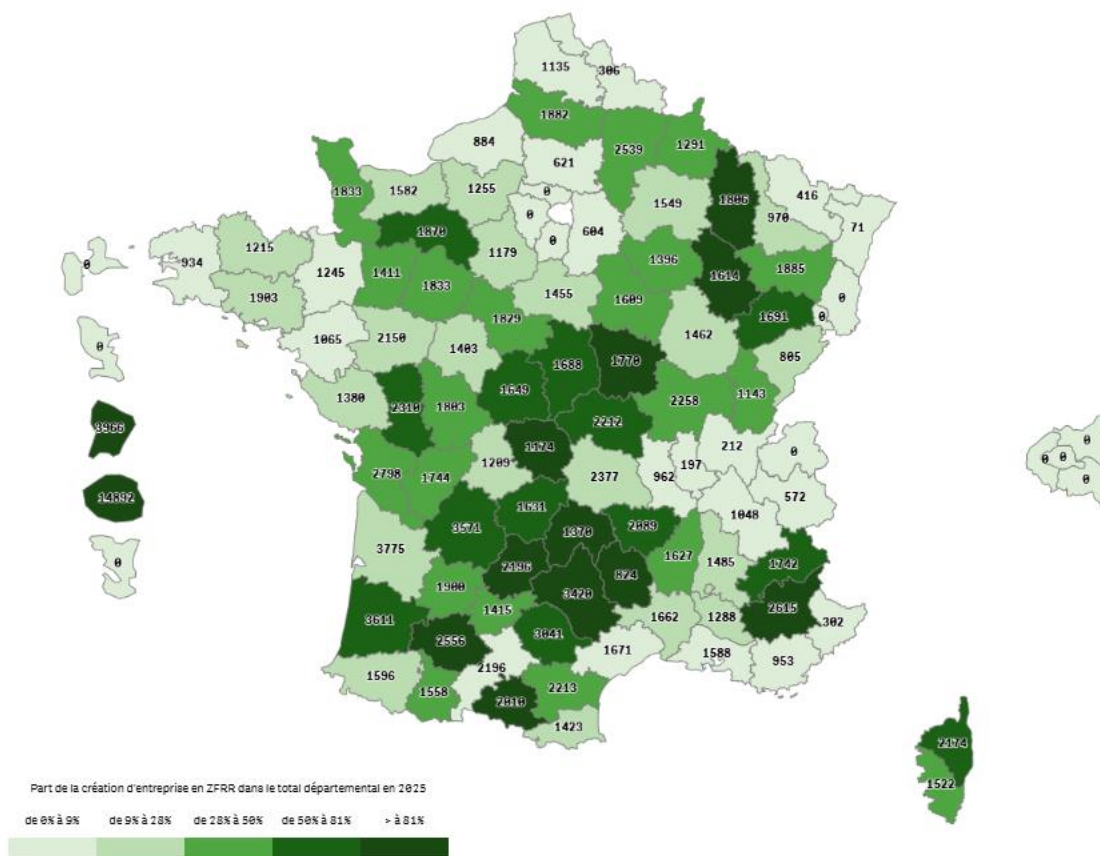
Attractivité des Zones France ruralités revitalisation (ZFRR)

En 2025, 157 085 entreprises ont été créées dans les communes françaises situées en Zone France ruralités revitalisation (ZFRR), représentant 13 % de la création d'entreprise en France. La Réunion en concentre à elle seule 9 %, suivie de la Guyane (3 %), de la Gironde et des Landes (2 % chacun). Ces 4 départements regroupent à eux-seuls 1/6^e des créations d'entreprises de l'année en ZFRR en France.

Dans 11 départements – Guyane, Aveyron, Alpes-de-Haute-Provence, Gers, Lot, Ariège, Meuse, Haute-Marne, Cantal, Creuse, Lozère –, la totalité des nouvelles entreprises de l'année s'est installée en ZFRR. La part des créations en ZFRR est également très élevée à La Réunion (96 %) et dans la Nièvre (81 %). Cette part est nulle dans 13 départements qui ne sont pas concernés par ce dispositif ; il s'agit de la Martinique, de la Guadeloupe, de Mayotte, du Haut-Rhin, de la Haute-Savoie, des Territoire-de-Belfort, de Paris et de sa périphérie (exceptée la Seine-et-Marne). À titre de comparaison, **la part médiane des ZFRR dans la création départementale est de 21 %** ; ainsi, dans la moitié des départements, les ZFRR représentent plus de 21 % de la création d'entreprise au niveau départemental.

La création d'entreprise en ZFRR progresse en un an de + 3,9 % sur l'ensemble du territoire, un taux légèrement inférieur à l'évolution nationale (+ 4,9 %). Elle augmente dans 58 départements, et particulièrement dans l'Ain (+ 23 %), à la Réunion (+ 18 %), dans le Doubs (+ 13 %), en Guyane (+ 12%), dans le Bas-Rhin (+ 11 %) et le Nord (+ 11 %). À l'inverse, elle baisse dans 24 départements, notamment dans le Rhône (- 15 %), en Savoie (- 10 %), dans la Sarthe (- 8 %) et les Côtes d'Armor (- 5 %) et aussi en Corse-du-Sud (- 5 %).

Création d'entreprise en zones France ruralités revitalisation (ZFRR), 2025



Lecture : dans les Deux-Sèvres, 2 310 entreprises ont vu le jour en 2025 dans les Zones France ruralités revitalisation (ZFRR), représentant 61 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

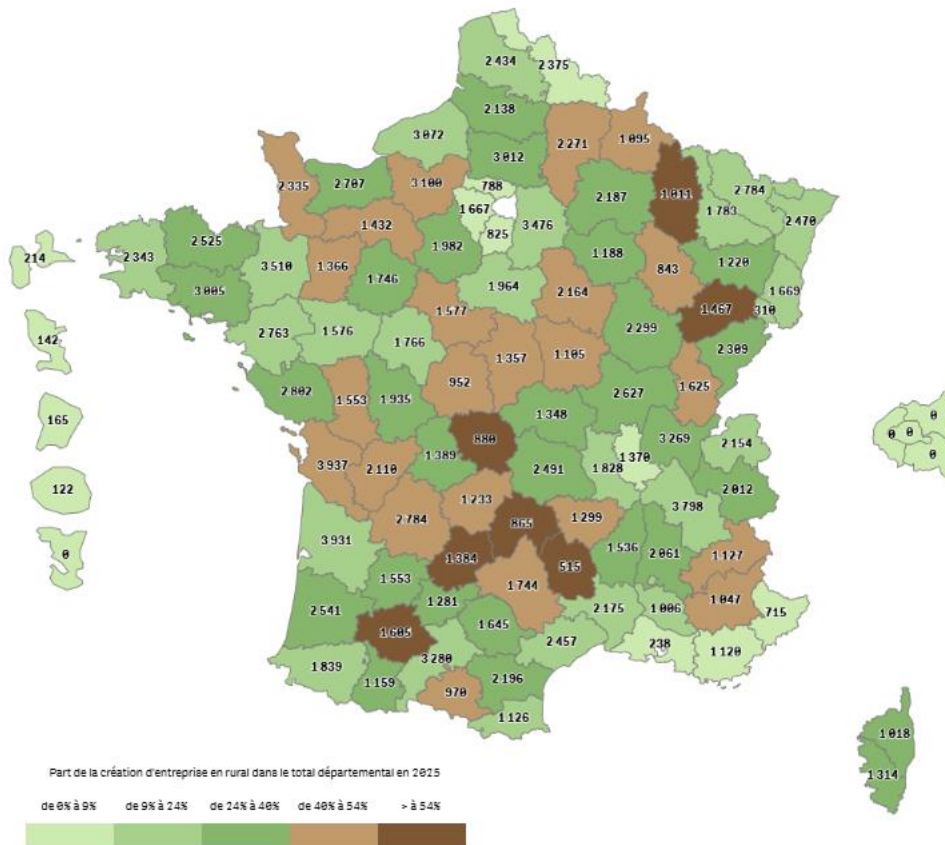
Attractivité des zones rurales

En 2025, 172 503 entreprises ont été créées dans les zones rurales², soit 15 % de l'ensemble des créations d'entreprise de l'année enregistrées en France. La Charente-Maritime, la Gironde, l'Isère et l'Ille-et-Vilaine se distinguent : chacun de ces départements présente plus de 3 500 créations d'entreprises en zones rurales, et compte pour 2 % du total national de l'entrepreneuriat rural en 2025.

Le poids des zones rurales dans la création d'entreprise est marqué dans certains territoires : elles représentent trois quarts des nouvelles immatriculations en Creuse et près des deux tiers dans le Cantal, le Lot, le Gers et la Lozère (63 % chacun). Le poids médian est à 31 %, avec cinq départements ne disposant d'aucune commune rurale (Paris et sa petite couronne ainsi que Mayotte).

Sur un an, la création d'entreprise dans les zones rurales affiche une évolution de + 2 % entre 2025 et 2024, un rythme en ralentissement par rapport à la dynamique de long terme (+ 5 % en moyenne par an entre 2012 et 2024). Cette tendance haussière concerne 68 départements, avec des hausses soutenues en Martinique (+ 20 %), en Guyane (+ 16 %), dans le Doubs (+ 14 %), sur le Territoire de Belfort et la Haute-Saône (+ 12 % chacun). À l'inverse, 26 départements enregistrent un repli des créations d'entreprises en zones rurales, à l'image de la Sarthe (- 9 %), de l'Ariège et du Tarn (- 6 % chacun) ou encore de la Côte-d'Or et des Landes (- 5 % chacun).

Création d'entreprise dans les zones rurales, 2025



Lecture : en Mayenne en 2025, 1 366 établissements ont été créés dans des zones rurales, soit 43 % de la création d'établissement du département.
Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

² Les Zones France Ruralités Revitalisation (ZFRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Ce sont pour la plupart des communes rurales mais toutes les communes rurales ne sont pas en ZFRR et certaines communes en ZFRR ne sont pas forcément rurales. Ces dernières sont identifiées par la typologie des communes de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale, croisant les approches morphologique et fonctionnelle afin de distinguer neuf types de communes rurales et urbaines. Voir la méthodologie pour en savoir plus.

Attractivité des zones de montagne

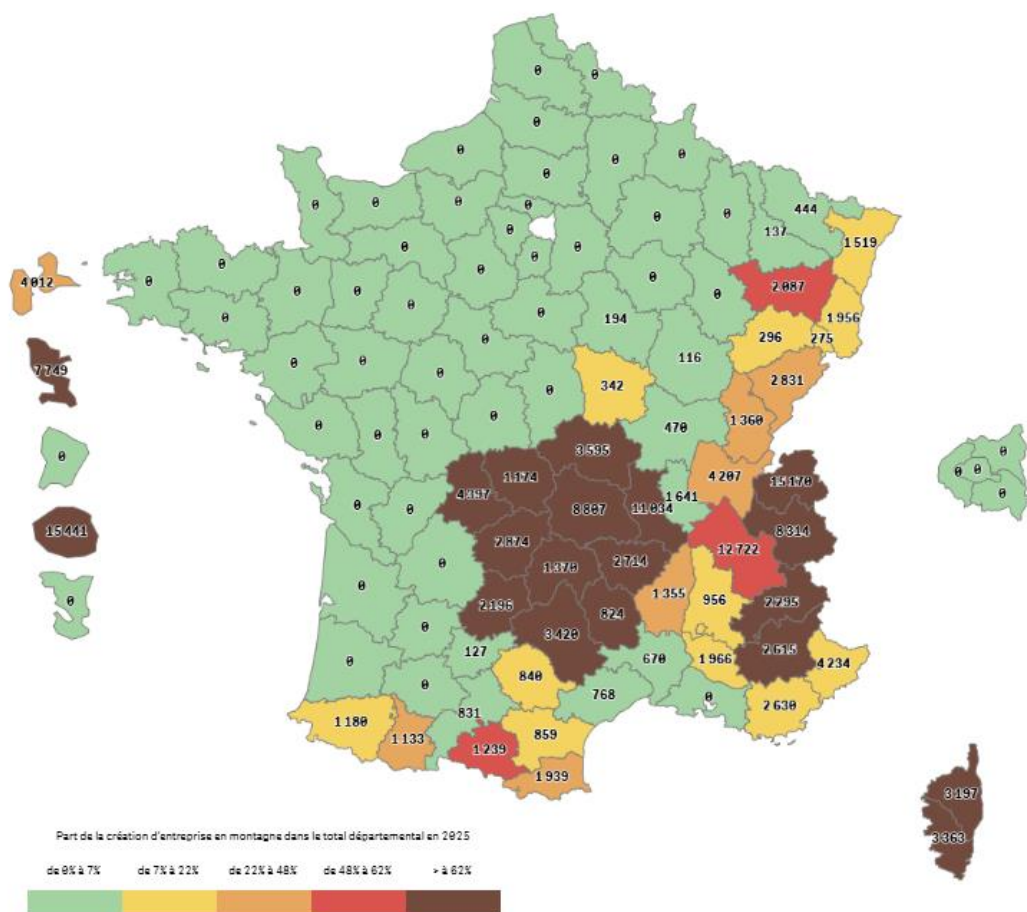
En 2025, 155 885 entreprises ont été créées dans les zones de montagne, soit 13 % de la création d'entreprise de l'année en France.

La Réunion et la Haute-Savoie concentrent chacune 10 % des créations réalisées en zone de montagne à l'échelle nationale. L'Isère, la Loire et le Puy-de-Dôme en regroupent respectivement 8 %, 7 % et 6 %. Réunis, ces cinq départements totalisent plus de 63 000 nouvelles immatriculations, soit 40 % des créations d'entreprise dans les zones de montagne.

Le poids des zones de montagne dans la création d'entreprise départementale est très contrasté : elles couvrent l'intégralité des créations dans 18 départements, quand 50 autres en sont totalement dépourvus. En Métropole, ce sont logiquement les départements adossés aux grands massifs (Alpes, Pyrénées, Corse, Massif central, Vosges et Jura) qui affichent les parts les plus élevées. Cette configuration se retrouve également dans les départements d'Outre-mer à relief volcanique, où les zones de montagne englobent la quasi-totalité de la création d'entreprise.

La dynamique est à la hausse dans la majeure partie des territoires : + 6 % entre 2025 et 2024, un rythme légèrement supérieur à la moyenne historique (+ 5 % en moyenne par an entre 2012 et 2024). Cette progression bénéficie à 39 départements, portée par le Doubs (+ 20 %), La Réunion et la Moselle (+ 18 % chacune), ainsi que la Haute-Saône (+ 12 %). En revanche, 11 départements connaissent un recul, dont la Nièvre (- 5 %), l'Ardèche (- 4 %), le Gard et l'Ariège (- 3 % chacun).

Création d'entreprise dans les zones de montagne, 2025



Lecture : dans les Vosges en 2025, 2 087 établissements ont été créés dans les zones de montagne, soit 48 % de la création d'établissement du département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

ANNEXES

Annexe 1 – Top 20 des activités en nombre, en croissance et en décroissance du nombre de créations d'entreprises

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2024-2025 %	TCAM 2012-2024 %	Taux de renouvellement ‰
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	77 971	98,9	+ 8,0	+ 51,3	1 231
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	59 856	59,8	+ 1,3	+ 8,1	244
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	53 650	91,8	+ 17,8	+ 17,1	542
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	43 438	90,8	- 7,1	+ 11,8	314
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	36 363	84,6	+ 32,4	+ 15,3	859
6201Z-Programmation informatique	25 517	73,0	+ 9,8	+ 10,3	409
4791A-Vente à distance sur catalogue général	21 414	81,3	+ 7,2	+ 12,9	759
3511Z-Production d'électricité	20 611	4,5	- 11,4	+ 21,1	478
6831Z-Agences immobilières	19 927	82,8	+ 5,6	+ 8,1	224
7010Z-Activités des sièges sociaux	19 560	0,1	+ 101,2	+ 7,3	421
5610C-Restauration de type rapide	19 353	41,9	+ 6,7	+ 4,2	204
4799A-Vente à domicile	19 153	15,4	+ 11,5	+ 3,1	596
8559B-Autres enseignements	18 838	92,6	+ 12,0	+ 11,3	308
9602B-Soins de beauté	18 515	87,9	+ 3,4	+ 4,7	263
7410Z-Activités spécialisées de design	18 410	84,9	+ 5,7	+ 7,8	275
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	18 013	55,2	- 3,1	+ 15,4	236
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	16 712	65,0	+ 7,9	+ 7,0	446
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	16 569	72,5	+ 19,0	+ 16,4	432
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	16 171	55,6	+ 0,1	+ 8,5	264
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	15 895	86,2	+ 0,1	+ 7,7	318

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2024-2025 %	TCAM 2012-2024 %	Taux de renouvellement ‰
7010Z-Activités des sièges sociaux	19 560	0,1	+ 101,2	+ 7,3	421
6832A-Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	911	39,1	+ 85,2	+ 0,6	103
5811Z-Édition de livres	1 586	69,7	+ 58,0	+ 3,5	244
1439Z-Fabrication d'autres articles à mailles	959	98,6	+ 44,9	+ 15,1	927
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	5 539	84,2	+ 41,2	+ 9,7	463
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	1 647	74,6	+ 35,4	+ 5,5	338
4775Z-Comm. de dét. de parfumerie et de produits de beauté en magasin spé.	1 212	43,1	+ 33,5	+ 2,5	228
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	36 363	84,6	+ 32,4	+ 15,3	859
4532Z-Commerce de détail d'équipements automobiles	1 140	50,9	+ 31,9	- 0,7	173
8122Z-Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	3 157	74,4	+ 28,0	+ 4,8	301
6430Z-Fonds de placement et entités financières similaires	2 222	0,2	+ 26,3	+ 1,2	108
8220Z-Activités de centres d'appels	1 417	91,5	+ 24,4	+ 0,7	719
9601B-Blanchisserie-teinturerie de détail	950	26,8	+ 22,9	+ 2,0	135
5920Z-Enregistrement sonore et édition musicale	2 699	58,1	+ 22,1	+ 5,9	296
1071D-Pâtisserie	1 701	77,5	+ 21,2	+ 10,3	259
4332B-Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	2 090	62,2	+ 19,9	- 0,5	122
9511Z-Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	1 637	86,0	+ 19,8	- 3,0	202
5911A-Production de films et de programmes pour la télévision	3 521	72,9	+ 19,4	+ 10,9	293
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	16 569	72,5	+ 19,0	+ 16,4	432
8130Z-Services d'aménagement paysager	7 596	51,7	+ 18,9	+ 5,2	200

Notes de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile de l'année analysée (à savoir les activités avec plus de 834 créations d'entreprises en France en 2025. La méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies au moment de l'enregistrement de l'entreprise est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises, 2025

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2024-2025 %	TCAM 2012-2024 %	Taux de renouvellement ‰
6420Z-Activités des sociétés holding	4 036	0,0	- 46,4	- 0,0	31
5829C-Édition de logiciels applicatifs	1 228	35,0	- 40,5	+ 11,1	209
7430Z-Traduction et interprétation	2 651	93,3	- 38,5	+ 2,4	132
5813Z-Édition de journaux	1 278	89,4	- 34,8	+ 28,4	280
4120B-Construction d'autres bâtiments	1 294	36,1	- 15,8	- 1,6	130
6630Z-Gestion de fonds	15 273	0,3	- 15,5	+ 34,6	238
4339Z-Autres travaux de finition	3 565	85,2	- 14,3	- 1,2	242
7490A-Activité des économistes de la construction	1 531	51,8	- 14,3	+ 2,3	189
4322B-Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	3 454	52,6	- 12,2	+ 3,8	128
3511Z-Production d'électricité	20 611	4,5	- 11,4	+ 21,1	478
8542Z-Enseignement supérieur	1 440	92,0	- 11,3	+ 6,3	160
4331Z-Travaux de plâtrerie	4 473	65,7	- 7,8	- 0,8	132
4110A-Promotion immobilière de logements	1 122	1,0	- 7,5	+ 3,4	81
4779Z-Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	1 049	70,9	- 7,4	- 0,8	86
7112B-Ingénierie, études techniques	9 441	55,6	- 7,4	+ 5,2	151
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	43 438	90,8	- 7,1	+ 11,8	314
6209Z-Autres activités informatiques	856	89,3	- 7,1	- 9,2	212
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	12 510	66,6	- 6,7	+ 3,1	156
4399D-Autres travaux spécialisés de construction	944	64,1	- 6,2	- 4,2	114
6820A-Location de logements	2 896	0,8	- 6,2	+ 13,7	86

Notes de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile de l'année analysée (à savoir les activités avec plus de 834 créations d'entreprises en France en 2025). La méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies au moment de l'enregistrement de l'entreprise est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Création d'entreprise par région et département

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2024 %	Taux de renouvellement ‰	Création pour 10 000 habitants
Auvergne-Rhône-Alpes	134 755	66,1	+ 3,6	+ 5,6	186	161
01 - Ain	9 702	68,1	+ 5,6	+ 6,0	202	140
03 - Allier	3 595	66,0	+ 3,2	+ 4,4	170	105
07 - Ardèche	4 320	67,5	+ 1,3	+ 3,9	157	126
15 - Cantal	1 370	54,3	- 1,5	+ 5,0	132	92
26 - Drôme	7 792	67,9	+ 1,3	+ 3,9	162	145
38 - Isère	20 897	68,8	+ 4,5	+ 5,2	190	158
42 - Loire	11 034	65,7	+ 3,7	+ 5,6	190	140
43 - Haute-Loire	2 714	62,3	+ 3,9	+ 5,3	153	115
63 - Puy-de-Dôme	8 807	64,2	+ 6,1	+ 5,5	179	130
69 - Rhône	41 040	65,0	+ 1,6	+ 6,6	211	212
73 - Savoie	8 314	64,4	+ 6,5	+ 4,8	152	181
74 - Haute-Savoie	15 170	66,9	+ 6,1	+ 5,7	178	172
Bourgogne-Franche-Comté	35 089	66,8	+ 5,4	+ 5,0	184	123
21 - Côte-d'Or	7 438	66,4	+ 2,1	+ 5,4	176	135
25 - Doubs	7 326	67,3	+ 9,6	+ 5,4	209	131
39 - Jura	3 081	66,7	+ 2,7	+ 4,1	165	115
58 - Nièvre	2 184	66,8	+ 8,4	+ 4,6	182	106
70 - Haute-Saône	2 563	66,3	+ 10,7	+ 4,1	187	107
71 - Saône-et-Loire	6 725	65,5	+ 6,5	+ 5,0	178	119
89 - Yonne	4 011	67,0	- 2,1	+ 5,3	168	128
90 - Territoire-de-Belfort	1 761	72,1	+ 11,2	+ 5,5	226	123
Bretagne	43 177	62,1	+ 3,7	+ 5,7	170	122
22 - Côtes-d'Armor	7 068	60,0	- 0,4	+ 5,4	163	112
29 - Finistère	10 453	62,2	+ 3,9	+ 5,3	163	109
35 - Ille-et-Vilaine	15 974	62,8	+ 6,0	+ 6,7	187	139
56 - Morbihan	9 682	62,6	+ 2,7	+ 4,9	158	120
Centre-Val de Loire	32 599	67,5	+ 4,4	+ 5,3	196	123
18 - Cher	3 107	68,3	+ 4,9	+ 4,3	175	102
28 - Eure-et-Loir	5 461	67,0	+ 5,4	+ 5,6	206	123
36 - Indre	2 212	66,5	+ 8,5	+ 3,8	174	100
37 - Indre-et-Loire	8 438	67,3	+ 2,9	+ 5,4	189	134
41 - Loir-et-Cher	3 885	64,5	+ 6,6	+ 4,7	181	115
45 - Loiret	9 496	69,3	+ 3,4	+ 6,3	219	135
Corse	6 560	65,0	+ 0,6	+ 4,1	157	182
2A - Corse-du-Sud	3 363	65,6	- 0,5	+ 4,6	159	197
2B - Haute-corse	3 197	64,3	+ 1,8	+ 3,6	154	169
Grand Est	68 154	67,3	+ 1,7	+ 5,2	189	120
08 - Ardennes	2 696	66,0	+ 0,0	+ 4,6	184	99
10 - Aube	3 670	68,5	+ 5,7	+ 4,9	190	116
51 - Marne	7 498	67,4	- 3,4	+ 6,7	196	131
52 - Haute-Marne	1 614	65,0	+ 6,5	+ 4,4	168	94
54 - Meurthe-et-Moselle	8 806	68,9	+ 0,1	+ 5,8	204	118
55 - Meuse	1 806	66,7	+ 5,4	+ 4,1	192	98
57 - Moselle	12 961	69,5	+ 7,3	+ 5,0	222	121
67 - Bas-Rhin	14 954	63,7	- 6,2	+ 5,6	164	127
68 - Haut-Rhin	9 808	69,1	+ 8,5	+ 4,6	191	125
88 - Vosges	4 341	66,1	+ 8,7	+ 3,9	173	118
Hauts-de-France	71 785	67,6	+ 2,7	+ 5,7	208	118
02 - Aisne	5 179	68,2	+ 3,6	+ 4,6	200	97
59 - Nord	35 211	68,0	+ 1,9	+ 6,3	216	133
60 - Oise	10 612	66,7	+ 2,4	+ 5,7	218	125
62 - Pas-de-Calais	14 761	68,0	+ 4,3	+ 4,8	193	100
80 - Somme	6 022	65,3	+ 3,2	+ 5,7	191	105
Île-de-France	333 458	62,4	+ 6,7	+ 7,4	261	265
75 - Paris	119 769	53,0	+ 18,6	+ 6,9	247	565
77 - Seine-et-Marne	25 325	69,6	+ 2,5	+ 7,0	251	171
78 - Yvelines	27 459	68,0	+ 4,0	+ 6,8	242	182
91 - Essonne	24 193	70,5	+ 2,2	+ 7,6	269	179
92 - Hauts-de-Seine	38 172	63,4	+ 2,5	+ 6,7	226	228
93 - Seine-Saint-Denis	41 193	67,6	- 5,2	+ 8,9	343	241
94 - Val-de-Marne	31 682	68,2	+ 1,7	+ 8,0	285	221
95 - Val-d'Oise	25 665	68,5	+ 2,7	+ 8,0	290	199

Lecture : 134 755 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes en 2025 (dont 66,1 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 3,6 % par rapport à 2024 et en ralentissement par rapport à la tendance de long terme (+ 5,6 % par en moyenne entre 2012 et 2024). Cette dynamique entrepreneuriale induit 186 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2023 ou 161 créations pour 10 000 habitants de la région.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Année 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2024 %	Taux de renouvellement ‰	Création pour 10 000 habitants
Normandie	39 771	66,2	+ 6,5	+ 5,3	188	117
14 - Calvados	9 595	65,8	+ 7,3	+ 4,5	178	133
27 - Eure	7 300	67,3	+ 5,2	+ 5,0	198	118
50 - Manche	4 928	59,9	+ 5,5	+ 5,1	163	96
61 - Orne	2 715	65,0	+ 3,7	+ 5,0	168	96
76 - Seine-Maritime	15 233	68,2	+ 7,4	+ 6,2	206	120
Nouvelle-Aquitaine	95 239	68,5	+ 3,4	+ 5,4	180	151
16 - Charente	4 454	67,3	+ 6,5	+ 4,7	175	123
17 - Charente-Maritime	9 837	66,4	+ 3,6	+ 4,0	161	143
19 - Corrèze	2 874	63,2	+ 4,2	+ 4,8	161	116
23 - Creuse	1 174	63,4	+ 4,6	+ 3,0	158	99
24 - Dordogne	5 702	69,1	+ 8,3	+ 3,7	157	133
33 - Gironde	35 443	71,1	+ 1,0	+ 6,8	209	206
40 - Landes	6 631	68,9	- 0,7	+ 5,4	170	149
47 - Lot-et-Garonne	4 535	68,5	+ 9,3	+ 4,4	165	133
64 - Pyrénées-Atlantiques	11 145	66,9	+ 6,8	+ 4,8	161	154
79 - Deux-Sèvres	3 769	63,6	+ 4,3	+ 5,1	169	98
86 - Vienne	5 278	67,7	+ 6,6	+ 5,3	185	118
87 - Haute-Vienne	4 397	66,1	- 0,0	+ 5,3	172	116
Occitanie	105 529	68,1	+ 3,0	+ 4,9	190	169
09 - Ariège	2 010	68,9	- 3,0	+ 2,7	148	126
11 - Aude	5 655	69,2	+ 0,1	+ 4,0	180	146
12 - Aveyron	3 420	58,1	+ 4,0	+ 4,6	145	118
30 - Gard	12 660	69,2	+ 2,2	+ 4,1	187	161
31 - Haute-Garonne	29 000	69,6	+ 3,0	+ 6,6	218	196
32 - Gers	2 556	63,8	+ 5,1	+ 3,7	150	128
34 - Hérault	26 179	67,7	+ 4,4	+ 4,9	202	210
46 - Lot	2 196	64,2	+ 1,7	+ 3,7	142	121
48 - Lozère	824	58,3	+ 6,0	+ 3,7	136	103
65 - Hautes-Pyrénées	3 129	68,6	+ 3,5	+ 3,7	158	132
66 - Pyrénées-Orientales	8 735	69,2	+ 3,6	+ 4,3	195	173
81 - Tam	5 421	67,0	- 1,7	+ 4,9	163	133
82 - Tarn-et-Garonne	3 744	68,7	+ 6,6	+ 3,5	183	138
Pays de la Loire	48 135	65,0	+ 2,0	+ 5,6	173	120
44 - Loire-Atlantique	20 810	66,1	+ 2,3	+ 5,4	176	137
49 - Maine-et-Loire	10 217	64,5	+ 3,6	+ 5,8	181	120
53 - Mayenne	3 193	62,4	+ 2,9	+ 6,1	168	102
72 - Sarthe	5 616	67,4	- 6,1	+ 6,8	182	97
85 - Vendée	8 299	62,3	+ 4,9	+ 5,1	155	113
Provence-Alpes-Côte d'Azur	112 603	67,1	+ 6,0	+ 4,5	199	213
04 - Alpes-de-Haute-Provence	2 615	68,4	+ 5,2	+ 3,2	155	152
05 - Hautes-Alpes	2 295	62,9	+ 3,4	+ 3,1	124	155
06 - Alpes-Maritimes	29 724	68,7	+ 9,3	+ 4,0	207	260
13 - Bouches-du-Rhône	44 315	64,2	+ 6,1	+ 5,4	213	210
83 - Var	23 017	69,2	+ 5,7	+ 4,1	191	203
84 - Vaucluse	10 637	70,5	- 0,7	+ 4,4	182	183
France métrop. hors Île-de-France	793 396	66,8	+ 3,7	+ 5,3	188	145
France métropolitaine	1 126 854	65,5	+ 4,6	+ 5,8	205	167
France d'outre-mer	38 959	52,0	+ 15,8	+ 4,3	240	176
971 - Guadeloupe	9 147	55,3	+ 11,8	+ 4,2	257	235
972 - Martinique	8 104	41,3	+ 10,8	+ 3,4	174	222
973 - Guyane	3 966	54,0	+ 12,0	+ 3,8	332	134
974 - La Réunion	15 441	56,7	+ 17,9	+ 5,1	239	172
976 - Mayotte	2 301	41,0	+ 51,5	+ 4,5	605	85
France entière	1 165 813	65,1	+ 4,9	+ 5,8	206	168

Lecture : 39 771 entreprises ont vu le jour en Normandie en 2025 (dont 66,2 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 6,5 % par rapport à 2024 et en accélération par rapport à la tendance de long terme (+ 5,3 % par en moyenne entre 2012 et 2024). Cette dynamique entrepreneuriale induit 188 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2023 ou 117 créations pour 10 000 habitants de la région.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Création d'entreprise dans les territoires « aidés » par région et département

Année 2025	ZFRR	AFR	ACV	PVD	TI	Montagne (massifs)	Rural
Auvergne-Rhône-Alpes	14 151	26 616	11 406	12 790	67 160	71 885	24 031
01 - Ain	212	856	1 296	1 613	5 038	4 207	3 269
03 - Allier	2 212	2 116	1 009	453	2 435	3 595	1 348
07 - Ardèche	1 627	2 246	503	786	2 892	1 355	1 536
15 - Cantal	1 370	730	310	422	1 101	1 370	865
26 - Drôme	1 485	2 997	2 490	779	6 279	956	2 061
38 - Isère	1 048	1 341	1 563	1 185	16 574	12 722	3 798
42 - Loire	962	4 747	766	666	10 872	11 034	1 828
43 - Haute-Loire	2 089	1 919	319	912	2 355	2 714	1 299
63 - Puy-de-Dôme	2 377	4 903	573	943	7 965	8 807	2 491
69 - Rhône	197	2 126	167	1 101	3 433	1 641	1 370
73 - Savoie	572	743	1 287	1 232	668	8 314	2 012
74 - Haute-Savoie	0	1 892	1 123	2 698	7 548	15 170	2 154
Bourgogne-Franche-Comté	10 738	14 593	6 627	3 873	23 042	5 884	13 906
21 - Côte-d'Or	1 462	1 589	0	516	4 779	116	2 299
25 - Doubs	805	3 093	2 196	509	5 894	2 831	2 309
39 - Jura	1 143	1 724	587	311	1 679	1 360	1 625
58 - Nièvre	1 770	1 376	519	380	1 521	342	1 105
70 - Haute-Saône	1 691	1 149	203	534	1 005	296	1 467
71 - Saône-et-Loire	2 258	2 694	1 955	885	3 881	470	2 627
89 - Yonne	1 609	1 663	471	556	2 522	194	2 164
90 - Territoire-de-Belfort	0	1 305	696	182	1 761	275	310
Bretagne	5 297	9 875	5 553	8 166	24 501	0	11 383
22 - Côtes-d'Armor	1 215	1 872	966	1 250	6 371	0	2 525
29 - Finistère	934	4 646	1 119	2 554	7 840	0	2 343
35 - Ille-et-Vilaine	1 245	1 803	1 374	2 558	3 315	0	3 510
56 - Morbihan	1 903	1 554	2 094	1 804	6 975	0	3 005
Centre-Val de Loire	9 203	11 066	4 827	3 516	18 880	0	9 598
18 - Cher	1 688	2 185	1 102	503	2 201	0	1 357
28 - Eure-et-Loir	1 179	2 423	1 462	511	4 910	0	1 982
36 - Indre	1 649	1 643	651	460	1 315	0	952
37 - Indre-et-Loire	1 403	712	94	523	1 285	0	1 766
41 - Loir-et-Cher	1 829	1 409	963	675	1 150	0	1 577
45 - Loiret	1 455	2 694	555	844	8 019	0	1 964
Corse	3 696	6 560	1 730	1 167	2 931	6 560	2 332
2A - Corse-du-Sud	1 522	3 363	1 132	772	1 527	3 363	1 314
2B - Haute-corse	2 174	3 197	598	395	1 404	3 197	1 018
Grand Est	10 998	25 092	8 244	5 714	51 200	6 143	16 250
08 - Ardennes	1 291	2 492	743	535	1 903	0	1 095
10 - Aube	1 396	1 643	948	456	3 232	0	1 188
51 - Marne	1 549	2 218	844	312	7 264	0	2 187
52 - Haute-Marne	1 614	1 159	461	322	1 614	0	843
54 - Meurthe-et-Moselle	970	2 862	559	891	7 871	137	1 783
55 - Meuse	1 806	1 080	390	256	529	0	1 011
57 - Moselle	416	5 367	1 529	686	11 591	444	2 784
67 - Bas-Rhin	71	1 156	830	994	4 513	1 519	2 470
68 - Haut-Rhin	0	4 366	1 133	526	9 218	1 956	1 669
88 - Vosges	1 885	2 749	807	736	3 465	2 087	1 220
Hauts-de-France	6 483	37 792	11 142	4 519	61 424	0	12 230
02 - Aisne	2 539	3 225	1 446	806	3 969	0	2 271
59 - Nord	306	16 922	3 684	807	34 477	0	2 375
60 - Oise	621	4 433	2 375	928	7 572	0	3 012
62 - Pas-de-Calais	1 135	9 360	3 418	1 360	10 868	0	2 434
80 - Somme	1 882	3 852	219	618	4 538	0	2 138
Île-de-France	604	25 415	14 156	4 407	101 606	0	6 756
75 - Paris	0	0	0	0	0	0	0
77 - Seine-et-Marne	604	4 215	3 272	1 945	18 341	0	3 476
78 - Yvelines	0	5 281	4 725	1 016	24 527	0	1 667
91 - Essonne	0	6 743	4 222	831	14 284	0	825
92 - Hauts-de-Seine	0	0	0	0	8 433	0	0
93 - Seine-Saint-Denis	0	6 453	0	0	8 260	0	0
94 - Val-de-Marne	0	1 939	0	0	12 857	0	0
95 - Val-d'Oise	0	784	1 937	615	14 904	0	788

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Année 2025	ZFRR	AFR	ACV	PVD	TI	Montagne (massifs)	Rural
Normandie	7 424	15 462	3 763	6 919	28 920	0	12 646
14 - Calvados	1 582	2 690	396	1 791	5 815	0	2 707
27 - Eure	1 255	3 687	1 380	1 806	6 481	0	3 100
50 - Manche	1 833	1 732	917	1 565	1 858	0	2 335
61 - Orne	1 870	1 029	631	604	1 424	0	1 432
76 - Seine-Maritime	884	6 324	439	1 153	13 342	0	3 072
Nouvelle-Aquitaine	27 122	27 021	14 073	8 063	60 593	9 625	25 685
16 - Charente	1 744	2 181	1 069	491	3 227	0	2 110
17 - Charente-Maritime	2 798	2 850	787	980	2 799	0	3 937
19 - Corrèze	1 631	1 549	834	334	1 909	2 874	1 233
23 - Creuse	1 174	630	172	300	1 174	1 174	880
24 - Dordogne	3 571	2 189	970	818	4 131	0	2 784
33 - Gironde	3 775	3 532	606	1 172	26 294	0	3 931
40 - Landes	3 611	2 344	895	502	0	0	2 541
47 - Lot-et-Garonne	1 900	2 004	1 349	630	2 663	0	1 553
64 - Pyrénées-Atlantiques	1 596	2 745	2 667	1 181	11 145	1 180	1 839
79 - Deux-Sèvres	2 310	2 076	1 013	821	2 709	0	1 553
86 - Vienne	1 803	1 861	1 866	422	1 185	0	1 935
87 - Haute-Vienne	1 209	3 060	1 845	412	3 357	4 397	1 389
Occitanie	26 185	44 883	15 406	12 259	39 093	14 846	21 537
09 - Ariège	2 010	1 100	360	412	2 010	1 239	970
11 - Aude	2 213	3 331	1 802	1 090	2 548	859	2 196
12 - Aveyron	3 420	2 138	844	561	2 042	3 420	1 744
30 - Gard	1 662	7 358	894	2 136	4 368	670	2 175
31 - Haute-Garonne	2 196	345	123	1 112	1 727	831	3 280
32 - Gers	2 556	916	344	854	1 626	0	1 605
34 - Hérault	1 671	17 912	4 209	1 519	7 167	768	2 457
46 - Lot	2 196	568	418	438	1 577	2 196	1 384
48 - Lozère	824	531	131	281	151	824	515
65 - Hautes-Pyrénées	1 558	1 673	958	439	2 715	1 133	1 159
66 - Pyrénées-Orientales	1 423	6 374	2 512	1 555	7 039	1 939	1 126
81 - Tarn	3 041	2 161	1 559	1 239	4 456	840	1 645
82 - Tarn-et-Garonne	1 415	476	1 252	623	1 667	127	1 281
Pays de la Loire	7 839	11 245	4 012	6 737	31 209	0	10 253
44 - Loire-Atlantique	1 065	2 108	1 049	2 451	15 964	0	2 763
49 - Maine-et-Loire	2 150	2 098	1 075	1 211	2 682	0	1 576
53 - Mayenne	1 411	1 644	738	649	2 458	0	1 366
72 - Sarthe	1 833	3 011	217	690	4 838	0	1 746
85 - Vendée	1 380	2 384	933	1 736	5 267	0	2 802
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 488	24 718	8 016	7 888	93 226	13 740	5 253
04 - Alpes-de-Haute-Provence	2 615	1 323	617	534	2 588	2 615	1 047
05 - Hautes-Alpes	1 742	741	755	460	2 295	2 295	1 127
06 - Alpes-Maritimes	302	12 036	1 129	233	29 201	4 234	715
13 - Bouches-du-Rhône	1 588	5 958	1 211	1 657	41 146	0	238
83 - Var	953	2 270	1 128	2 677	11 611	2 630	1 120
84 - Vaucluse	1 288	2 390	3 176	2 327	6 385	1 966	1 006
France métrop. hors Île-de-France	137 624	254 923	94 799	81 611	502 179	128 683	165 104
France métropolitaine	138 228	280 338	108 955	86 018	603 785	128 683	171 860
France d'outre-mer	18 858	38 959	13 100	4 911	24 140	27 202	643
971 - Guadeloupe	0	9 147	2 036	1 882	7 436	4 012	214
972 - Martinique	0	8 104	4 385	1 275	6 171	7 749	142
973 - Guyane	3 966	3 966	1 797	77	989	0	165
974 - La Réunion	14 892	15 441	3 894	1 364	7 243	15 441	122
976 - Mayotte	0	2 301	988	313	2 301	0	0
France entière	157 086	319 297	122 055	90 929	627 925	155 885	172 503

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du Système d'information de la démographie des entreprises (Side), mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG) et du recensement de la population (RP), toutes mises à disposition par l'Insee. Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD, TI et ZFRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2025.

→ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) représente le taux d'évolution moyen par an sur une durée de n années.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat, en point de pourcentage ou en pourcentage.

Sur les **732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française** (NAF, révision 2 de 2008), la plupart comptent peu ou pas de créations d'entreprises. Pour éviter que ces activités ne biaisent les calculs, seules sont prises en compte celles qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile de l'année analysée (pour les Tops en croissance et en décroissance du nombre de créations d'entreprises).

Le **taux de renouvellement** correspond au rapport du nombre de créations d'entreprises sur le nombre d'entreprises existantes dans un territoire, tandis que la **création pour 10 000 habitants** s'obtient en rapportant le nombre de créations à la population principale d'un territoire. Ces taux sont calculés pour les établissements dans l'analyse consacrée aux QPV.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen**. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Une **métropole** est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui regroupe « plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave et qui s'associent au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion » (art. L5217-1 CGCT). La [liste est établie par décret](#).

La **typologie des communes**, établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif, repose sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, et permet de distinguer neuf types de communes rurales et urbaines. Cette note d'analyse tient compte de la nouvelle définition de la ruralité et de la typologie des communes rurales et urbaines revues en novembre 2021.

→ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées du ministère chargé de l'Éducation nationale](#).

Les **zones France Ruralités Revitalisation** (ZFRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZFRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquels l'État et les collectivités locales ont alloué sur 2014-2021 des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme « **Petites villes de demain** » (PVD) permet aux villes sélectionnées, de moins de 20 000 habitants, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme « **Action cœur de ville** » (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes. Lancé en 2018, le programme « **Territoires d'industrie** » vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie.

Concernant les **Quartiers prioritaires de la politique de la ville** (QPV), la liste des QPV a été modifiée par le décret n° 2025-806 du 13 juillet 2025. Les indicateurs statistiques relatifs à la démographie des entreprises dans les QPV, disponibles auparavant, ne le sont plus pour cette nouvelle liste.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 02/06/2026.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. « La création d'entreprise en France en 2025 ». *Note d'analyse annuelle*, juin 2026 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.